

JOURNAL OFFICIEL

DES

ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

MATAHITI 98
N° 26.

TE VEA A TE HAU NO TE MAU HAAPAO RAA FARANI I OTEANIA

MAHANA 15
NO TITEMA 1949.

ABONNEMENTS

UN AN SIX MOIS 3 MOIS

Etablissements fran- çais de l'Océanie.	120 fr.	65 fr.	40 fr.
France et territoires d'Outre-mer.....	125 fr.	70 fr.	40 fr.
Etranger.....	175 fr.	85 fr.	45 fr.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être
adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete.

PRIX DU NUMÉRO : 5 francs.

Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires : la ligne.....	3 fr.
Les mêmes, renouvelées : la ligne....	4 fr.
Annonces commerciales et avis divers.	10 fr.
Les mêmes renouvelées.....	5 fr.
Publication de sociétés philantropi- ques, artistiques, littéraires, scienti- fiques, sportives etc.....	5 fr.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

	Pages
1949 25 août Décret n° 49-1322, relatif au conditionnement des écor- ces de quinquina. (Arrêté de promulgation n° 1313 a.p.a., du 6 décembre 1949).....	482
25 août Décret n° 49-1323, relatif au conditionnement des ara- chides. (Arrêté de promulgation n° 1313 a.p.a., du 6 décembre 1949).....	486
26 sept. Décret n° 49-1325, modifiant le régime de l'indemnité de départ outre-mer des corps de contrôle des dé- partements de la France d'outre-mer, de la guerre, de la marine et de l'air. (Arrêté de promulgation n° 1313 a.p.a., du 6 décembre 1949).....	490
3 oct. Décret n° 49-1350, portant dérogation temporaire aux règles de recrutement dans le cadre d'administration générale des colonies. (Arrêté de promulgation n° 1313 a.p.a., du 6 décembre 1949).....	491

TEXTES OFFICIELS PUBLIÉS A TITRE D'INFORMATION

18 janv. Arrêté ministériel fixant les conditions et le program- me du concours pour le recrutement des contrôleurs stagiaires des installations radioélectriques du cadre général des transmissions coloniales.....	491
13 août Arrêté ministériel portant modification à l'arrêté du 18 janvier 1946 organisant le concours pour le recrute- ment des contrôleurs stagiaires des installations ra- dioélectriques des transmissions coloniales.....	491

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

28 nov. Décision n° 1284 f.c., portant désignation du gestion- naire-comptable des approvisionnements et dépositaire-comptable du service des travaux publics....	492
--	-----

28 nov. Arrêté n° 1285 f.c., rendant exécutoire le programme provisionnel du budget spécial sur fonds d'investis- sements pour le développement économique et social (F.I.D.E.S.), exercice 1949-1950.....	493
28 nov. Décision n° 1286 c., portant classement de logements administratifs à Uturoa (Raïatea).....	493
30 nov. Arrêté n° 1288 f.c., portant autorisations de virements de crédits dans le budget de la commune de Papeete, exercice 1949.....	494
30 nov. Décision n° 1289 i.p., modifiant éventuellement la déci- sion n° 1181 i.p., fixant, pour le centre d'Atuona, la composition de la commission de surveillance et de correction des épreuves des examens de fin d'an- née 1949.....	494
1 ^{er} déc. Arrêté n° 1293 co., rendant exécutoire une délibération de l'Assemblée représentative instituant l'impôt uni- que des patentes-licences.....	495
1 ^{er} déc. Arrêté n° 1294 co., relatif au recouvrement de la taxe de délivrance et de renouvellement de la carte d'iden- tité des commerçants étrangers.....	495
1 ^{er} déc. Arrêté n° 1294 bis a.e., fixant de nouveau le prix du pain.....	496
3 déc. Arrêté n° 1303 a.e., fixant les prix payables aux pro- ducteurs de coprah dans les Etablissements français de l'Océanie, pendant le 4 ^e trimestre 1949.....	496
6 déc. Décision n° 1312 co., désignant les membres des com- missions d'évaluation de la valeur des propriétés bâ- ties pour les îles Gambier, (période triennale 1950- 1952).....	496
6 déc. Arrêté n° 1314 a.p.a., reportant la date de clôture de la session ordinaire de l'assemblée représentative..	497
7 déc. Arrêté n° 1323 p.t.t., fixant la surtaxe aérienne des imprimés à destination de la métropole.....	497
7 déc. Arrêté n° 1328 do., rendant exécutoires trois délibé- rations de l'assemblée représentative des Etablisse- ments français de l'Océanie fixant les remises du personnel des douanes et allouant aux communes des quotes-parts dans les recettes douanières.....	497

7 déc.	Arrêté n° 1329 e.d., prévoyant la perception des diverses taxes spéciales au moyen d'apposition de timbres mobiles ou de visa pour timbre.....	499
7 déc.	Arrêté n° 1330 e.d., fixant les conditions dans lesquelles devra être opérée la surcharge de timbres fiscaux affectés à la perception de différentes taxes	499
10 déc.	Arrêté n° 1331 bis s.g., reportant la date de clôture de la session ordinaire de l'assemblée représentative..	500
12 déc.	Arrêté n° 1341 a.e., fixant les prix minima payables aux producteurs de coprah dans les îles Sous-le-Vent	500
	Rectificatif à la décision n° 1142, du 22 octobre 1949, accordant un congé administratif d'un an à M. Boubée (Jean) conducteur des travaux publics.....	500
	Rectificatif au <i>Journal officiel</i> des Etablissements français de l'Océanie, n° 25, du 30 novembre 1949, page 472, 2 ^{me} colonne.....	500
	Rectificatif à la décision n° 1240 i.m., du 17 novembre 1949, <i>Journal officiel</i> du 30 novembre 1949.....	501
	Circulaire n° 101 a.p.a., du 18 novembre 1949, à MM. les maires, MM. les présidents de circonscriptions administratives.....	501
	Extraits.....	502

AVIS OFFICIELS

Résultats définitifs de l'élection du 23 octobre 1949, du député des Etablissements français de l'Océanie à l'Assemblée nationale.....	503
Enquête de <i>commodo et incommodo</i> . — M. Lasserre (Marcel).....	503

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces diverses.....	503
------------------------	-----

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRÊTE n° 1313 a.p.a., promulguant des actes du pouvoir central.
(Du 6 décembre 1949.)

LE GOUVERNEUR DES ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OCEANIE, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie, et les actes modificatifs subséquents;

Vu la dépêche ministérielle n° 511, du 10 septembre 1931, relative à la promulgation et à la publication des lois, décrets, instructions et arrêtés ministériels,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Sont promulgués dans le territoire des Etablissements français de l'Océanie pour y être exécutés selon leur forme et teneur :

1°) le décret n° 49-1322 du 25 août 1949, relatif au conditionnement des écorces de quinquina (J.O.R.F. du 1^{er} octobre 1949, page 9767).

2°) le décret n° 49-1323 du 25 août 1949, relatif au conditionnement des arachides (J.O. R.F. du 1^{er} octobre 1949, page 9769;

3°) le décret n° 49-1325 du 26 septembre 1949, modifiant le régime de l'indemnité de départ outre-mer des corps de contrôle des départements de la France d'outre-mer, de la guerre, de la marine et de l'air (J.O.R.F. du 1^{er} octobre 1949, page 9772);

4°) le décret n° 49-1350 du 3 octobre 1949, portant dérogation temporaire aux règles de recrutement dans le cadre d'administra-

tion générale des colonies (J.O.R.F. du 5 octobre 1949, page 9952).

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 6 décembre 1949.

A. ANZIANI.

DÉCRET n° 49-1322 relatif au conditionnement des écorces de quinquina.

(Du 25 août 1949.)

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer;

Vu le décret du 27 août 1937, pris en application de la loi du 30 juin 1937, relatif au conditionnement des produits originaires ou en provenance des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer;

Vu le décret du 17 octobre 1945 modifié par les décrets du 16 mai 1946 et du 2 février 1949, portant réorganisation des services de contrôle du conditionnement des produits aux colonies;

Vu l'arrêté ministériel du 18 octobre 1945, fixant les modalités générales de fonctionnement des services de contrôle du conditionnement aux colonies,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Pour être admises à l'exportation et à l'importation dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, ainsi qu'à l'importation dans la métropole les écorces sèches de quinquina originaires ou en provenance de ces territoires seront soumises aux règles énoncées ci-dessous :

TITRE 1^{er}

DÉFINITIONS ET QUALITÉS

Art. 2. — Les écorces de quinquina doivent :

1° Appartenir aux espèces botaniques ci-après :

Cinchona Ledgeriana.

Cinchona succirubra.

Cinchona officinalis.

ou aux hybrides de ces espèces;

2° Etre sèches (ne pas contenir plus de 13 p. 100 d'eau) saines et d'odeur franche;

3° Ne pas avoir subi de traitement susceptible de diminuer leur teneur en alcaloïdes;

4° Répondre aux catégories et normes définies à l'article 4.

En tout état de cause, les écorces de quinquina ne peuvent être exportées que sous la dénomination spécifique de l'espèce botanique dont elles sont issues.

Sauf dérogation, il est interdit de présenter des mélanges de ces espèces sous une dénomination indéterminée.

Art. 3. — Suivant leur destination, les écorces de quinquina seront classées en deux types commerciaux :

Ecorces de droguerie.

Ecorces industrielles.

Art. 4. — Dans chacun de ces deux types, il est créé les catégories ci-après définies :

I — Type écorces de droguerie..

(Quatre catégories.)

1^{re} Catégorie rouleaux. — Ecorces :

- a) Ayant 25 cm de long au minimum et un diamètre uniforme sur toute leur longueur;
 - b) A extrémités nettes et coupées perpendiculairement à l'axe;
 - c) A surface régulière sans fentes, ni perforations;
 - d) Ne renfermant ni fragments, ni débris ou poussières de quinquina, ni substances étrangères;
 - e) Intérieurement de couleur rouge ou jaune et, en aucun cas, de couleur grise ou noirâtre.
- 2^e catégorie morceaux n° 1 — Ecorces :
- a) Ayant 25 cm de long au minimum;
 - b) Présentant des défauts ne permettant pas de les classer dans la catégorie rouleaux (extrémités fendues, surface et diamètre irréguliers, perforations et craquelures);
 - c) Intérieurement de couleur rouge ou jaune et, en aucun cas, de couleur grise ou noirâtre;
 - d) Renfermant au plus 2 p. 100 de fragments, de débris ou poussières de quinquina mais exemptes de toutes substances étrangères.
- 3^e catégorie morceaux n° 2. — Ecorces :
- a) Ayant de 10 à 25 cm de longueur;
 - b) Intérieurement de couleur rouge ou jaune et, en aucun cas, de couleur grise ou noirâtre;
 - c) Renfermant au plus 3,5 p. 100 de fragments, de débris ou poussières de quinquina et moins de 1,5 p. 100 de substances étrangères (bois, feuilles, etc.).
- 4^e catégorie morceaux n° 3. — Ecorces :
- a) Ayant de 5 à 10 cm de longueur;
 - b) Intérieurement de couleur rouge ou jaune et, en aucun cas, de couleur grise ou noirâtre;
 - c) Renfermant au plus 6 p. 100 de fragments, débris ou poussières de quinquina et moins de 2,5 p. 100 de substances étrangères.

II. — Types écorces industrielles. (Une catégorie.)

Ecorces concassées. — Ces écorces ne doivent pas contenir plus de 12 p. 100 d'impuretés diverses dont au maximum 5 pour 100 de substances non organiques.

Elles seront présentées en petits morceaux mélangés aux poussières. Les dimensions maxima des plus gros morceaux doivent permettre le passage de tout le lot au travers de la passoire module 42 défini par la norme NF XII-501 (diamètre des trous 16 mm).

Art. 5. — Les hauts commissaires fixeront par arrêté les conditions de récolte et de commercialisation des écorces de quinquina. Ils prévoiront notamment l'obligation de déclaration de la campagne d'écorçage, des lieux d'écorçage, de séchage, d'emballage et de stockage des écorces.

TITRE II EMBALLAGE

Art. 6. — Les rouleaux morceaux n°s 1 et 2 seront logés dans des paniers ou des caisses. Après remplissage et fermeture chaque panier sera mis dans un sac neuf ou en bon état.

Pour les autres catégories, on aura recours aux sacs ordinaires. Cependant, si elles contiennent des poussières, on utilisera des sacs à mailles serrées ou mieux de sacs en papier revêtus de sacs de toile.

Chaque lot devra se composer de ballots, caisses ou sacs ayant sensiblement le même poids.

TITRE III MARQUAGE

Art. 7. — Chaque ballot, sac ou caisse doit porter les caractéristiques suivantes, inscrites de façon apparente et indélébile, en capitales de 5 cm de haut, 4 cm de large et 1 cm d'épaisseur :

1^o Dans la moitié supérieure et sur une face de chaque ballot ou sac ou sur l'une des têtes de caisse et sur la même ligne :

A gauche : la marque spéciale choisie par chaque producteur, groupement de producteurs, exportateurs etc. et agréée par le service de contrôle du conditionnement.

A droite : le numéro du lot, et, séparé par un trait oblique, le numéro du colis (ballot, caisse ou sac).

Le numérotage devra être fait dans l'ordre d'exécution du travail.

2^o Au milieu, la ou les premières lettres du territoire producteur :

C. = Cameroun. C.I. = Côte d'Ivoire.

G. = Guinée. MAD. = Madagascar.

O. = Océanie. T. = Togo.

3^o Dans la moitié inférieure et sur la même ligne :

A gauche : la lettre C (Cinchona), suivie de la première lettre du nom de la variété soit :

C.O. = Cinchona officinalis.

C.L. = Cinchona ledgeriana.

C.S. = Cinchona succirubra.

C.H. = Cinchona hybrides.

A droite : l'indication de la catégorie, représentée par les abréviations suivantes :

Rouleaux : R.

Morceaux n° 1 : M. 1.

Morceaux n° 2 : M. 2.

Morceaux n° 3 : M. 3.

Ecorces concassées : E. C.

Exemple de marquage :

F.A.O. = 5/100

C

C.L. = R.

TITRE IV CONTRÔLE

Art. 8. — L'exportateur devra demander, en principe, un mois au moins avant le début du chargement du navire, au service de contrôle du conditionnement, de procéder au contrôle des lots destinés à l'exportation.

Si l'exportateur le demande, ce contrôle pourra s'effectuer dans les centres d'emballage. Dans ce cas, les frais de déplacement du personnel du service sont à la charge de l'exportateur.

Art. 9. — Le contrôle se fera au moins sur 10 p. 100 des colis, soit au centre d'emballage, soit aux postes fixes de vérification, par le personnel du service local de contrôle du conditionnement.

Le personnel de ce service aura toujours le droit d'effectuer une vérification à tout autre moment et en tout autre lieu de stockage.

Tous les colis sur lesquels auront porté les opérations de vérification seront plombés et marqués au pochoir par l'agent du service.

La date (jour, mois année) du contrôle sera également marquée sur les colis.

Art. 10.— La validité du contrôle est fixée à deux mois, sous réserve que nulle altération ultérieure ne vienne déprécier la qualité des écorces et que les sacs, ballots et caisses ne portent aucune trace de détérioration.

Si les colis ont déjà été vérifiés sur les lieux de production et ne portent aucune trace de détérioration, le contrôle au port d'embarquement se bornera en principe à vérifier la régularité du marquage et sa concordance avec le bulletin de vérification délivré lors du contrôle.

Art. 11.— Tout lot exporté devra être accompagné d'un certificat d'analyse établi par un laboratoire officiel, garantissant la teneur en quinquina et en alcaloïdes totaux.

Les frais d'analyse sont à la charge de l'exportateur.

Art. 12.— Chaque vérification pourra donner lieu à la perception d'une taxe fiscale dite taxe de contrôle du conditionnement conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 13.— Pour toutes contestations, chaque territoire désignera le laboratoire officiel compétent.

TITRE V

ECHANTILLONNAGE

Art. 14.— L'échantillonnage se fera sur chaque dixième sac :

A la main, après vidage des sacs, pour les rouleaux et morceaux ;

A la sonde, pour les écorces concassées et poussières.

Les prélèvements effectués dans différentes parties de chaque sac ou de son contenu seront au total de dix rouleaux pour cette catégorie et 1 kg pour les autres catégories. Ils seront rassemblés sur une aire propre et intimement mélangés. L'on en retirera un échantillon moyen final d'au maximum 5 kgs qui sera placé dans des sachets en tissus scellés au plomb du service. Deux étiquettes, sur lesquelles seront reproduites les marques prévues à l'article 6 seront placées, l'une à l'intérieur du sac, l'autre à l'extérieur.

TITRE VI

PÉNALITÉS

Art. 15.— Les sanctions prévues aux articles 13, 16 et 17 du décret n° 45-2433 du 17 octobre 1945, sont applicables au présent décret.

L'interdiction d'exportation sera prononcée pour tout lot dont la qualité sera reconnue non conforme aux normes.

TITRE VII

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Art. 16.— Les dispositions du présent décret ne sont applicables qu'à partir de la date d'ouverture de commercialisation de la prochaine récolte fixée dans chaque territoire par arrêté de l'autorité locale.

Toutefois pendant une période de deux ans :

1° Les écorces de quinquina, à usage industriel, pourront être exportées « tout venant », à condition qu'elles répondent aux normes de l'article 2 et qu'elles ne contiennent pas plus de 12 p. 100 d'impuretés diverses dont au maximum 5 p. 100 de substances non organiques.

Ces écorces seront logées dans des sacs ordinaires, marqués T.V. pour l'indication de la catégorie.

2° L'application des dispositions prévues aux articles 6 et 7 est facultative.

TITRE VIII

Art. 17.— Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 août 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres :

*Le secrétaire d'Etat à la
France d'outre-mer,*
TONY REVILLON.

Le ministre de la France d'outre-mer,
PAUL COSTE-FLORET.

ANNEXE I

Détermination de la teneur en eau.

Objet et principe.— Détermination de la teneur en eau des écorces, rouleaux, poudre de quinquina en vue de leur admission à l'exportation.

L'échantillon réduit en poudre fine est séché à l'étuve à 100-105° jusqu'à poids constant.

Appareillage.— Une étuve permettant d'atteindre 105°, des boîtes à tare, un dessiccateur à acide sulfurique ou à chlorure de calcium.

Mode opératoire.— Dans une boîte à tare préalablement séchée et tarée on pèse à la balance de précision 5 g. environ de poudre fine provenant de l'échantillon moyen. On place la boîte à tare débouchée dans l'étuve à 100-105°. Après trois heures, on retire la boîte à tare de l'étuve on la porte quinze minutes au dessiccateur et l'on pèse.

Recommencer l'opération au bout d'une heure et ainsi de suite jusqu'à poids constant.

Tolérance.— Pesées initiale et finale au milligramme.

Expression des résultats.— La teneur en eau est exprimée par rapport à 100 g. de poudre.

Soient p le poids de la poudre avant dessiccation et p' le poids de la poudre après dessiccation ; la teneur en eau par rapport à 100 g de poudre de quinquinas est donnée par la relation :

$$H \text{ 0\% } = \frac{(p-p') \times 100}{p}$$

ANNEXE II

Dosage des alcaloïdes du quinquina.

Principe.— Méthode Kina Buro modifiée.

Les alcaloïdes totaux du quinquina sont déplacés par des alcalis, extraits au benzène, salifiés et titrés par alcalimétrie.

La cinchonine est séparée si nécessaire : la quinine et la cinchonidine sont précipitées à l'état de tartrates insolubles, déterminées par polarimétrie et calculées en utilisant les formules appropriées ou les facteurs donnés par les tables de Commelin.

Matériel nécessaire :

Broyeur ;

Tamis métallique de 40 ;

Mortier de verre ou de porcelaine de 200 cm³ environ avec pilon ;

Cartouche Durieux (diam. 41 mm., haut. 150 mm.) ;

Appareil Soxhlet muni, si possible, à la base d'un tube de vidange à robinet (capacité du tube extracteur, 200 cm³ environ ; capacité du ballon, 300 cm³) ;

Coton hydrophile ;

Bain-Marie contenant du chlorure de calcium ou bain-d'air ;

Appareil de distillation monté pour utiliser le ballon du Soxhlet ;

Plaque opaline, petite soucoupe en porcelaine ou en verre de montre ;

Burette graduée en 1/10 de cm³ ;

Creuset filtrant en verre fritté (G2) ou creuset de Gooch ;

Fiole jaugée de 25 cm³ ;

Polarimètre et tube de 2 dm. ;

Capsules de verre de 100 cm³ et 200 cm³ environ ;

Etuve réglée à 100-105°.

Réactifs nécessaires :

Chaux éteinte pulvérisée finement et tamisée au tamis A. F. N. O. R. module 28 (ouverture des mailles 0,5 mm.) ;

Na OH-N ou N/2 ;

Benzène cristallisable (P.E. : 80-81°) ;

Réactif de Mayer (iodo-mercurique) : Cl_2Hg : 13,55 g. + 1 K : 60 g. dans un litre d'eau distillée ;

Ou réactif de Bouchardat (iodo-ioduré) 1 K : 2 g. + 1 : 2 g. dans 100 cm³ d'eau distillée ;

Eau chlorhydrique, à 1 % ;

Cl H N ;

Sel de Seignette ;

Solution saturée de tartrates mixtes de quinine et de cinchonidine (provenant d'analyses antérieures) ;

Papier indicateur universel Prolabo avec échelle de p H ;

Rouge de méthyle à 0,02 g. ‰.

Mode opératoire.

I. — *Préparation de l'échantillon.* — L'échantillon moyen prélevé selon les instructions données à l'article 14 du présent décret, est broyé et passé sans refus au tamis métallique de 40 (40 mailles au pouce ; 1 pouce = 25 mm.). Sur la poudre ainsi tamisée, il est prélevé au moins quatre échantillons scellés destinés l'un au laboratoire officiel, l'autre remis au vendeur, le troisième à l'acheteur et le quatrième conservé par le service du conditionnement pour le cas de contestation. Les échantillons à envoyer à l'analyse ne doivent pas être placés dans des sacs en tissu, mais dans des boîtes métalliques ou des flacons de verre cachetés. Les échantillons destinés à l'analyse doivent être au moins de 100 gr. chacun.

II. — *Préparation du mélange sur lequel se fera l'extraction.* — Peser au centigramme près 10 g. de poudre d'écorces, les mélanger avec soin dans un mortier avec 3 g. de chaux éteinte tamisée. Quand le mélange est bien homogène, verser lentement et par petites portions 8 cm³ environ de Na OHN. Mélanger à nouveau jusqu'à obtention d'un mélange bien homogène en poudre grenue que l'on transvase sans tasser dans la cartouche placée dans un bêcher qui sert de support. Essuyer soigneusement avec un tampon de coton hydrophile imbibé de NaOH N, tout le matériel ayant servi à la préparation et au transvasement du mélan-

ge et le placer sur la cartouche. Finalement, introduire la cartouche dans l'extracteur de l'appareil Soxhlet.

Si l'échantillon est pauvre en quinquine, au lieu de 10 g. prendre 20 g. et doubler toutes les quantités indiquées.

III. — *Extraction.* — Utiliser 300 cm³ environ de benzène. Remplir d'abord l'extracteur avec le solvant en faisant couler ce dernier non pas sur la cartouche mais sur les parois de l'extracteur, verser le volume restant dans le ballon du Soxhlet.

Adapter le réfrigérant. Chauffer le ballon au bain-d'air ou au bain-marie contenant du chlorure de calcium de façon à obtenir une température de 110° environ. La durée de l'épuisement est de 8 à 14 heures à raison de 6 à 8 si-phonnages à l'heure. Au cours de l'extraction, si on a employé un Soxhlet à tubulure, on aura soin de vidanger plusieurs fois le solvant résiduel se trouvant à la partie inférieure du Soxhlet et de le remettre dans l'extracteur en soulevant le réfrigérant. Pour reconnaître si l'épuisement est complet, vidanger la tubulure au bout de 8 heures environ ; prélever quelques gouttes de solvant sur un verre de montre, évaporer à sec ; le résidu repris par quelques gouttes d'eau chlorhydrique à 1 p. 100 ne doit pas précipiter par 1 à 2 gouttes de réactif de Bouchardat ou de Mayer.

On peut alors arrêter l'extraction, mais on a cependant intérêt à le faire lorsque le ballon contient le moins de benzène ; on le soutire et on recommence l'opération jusqu'à ce qu'il n'y ait presque plus de benzène dans le ballon.

IV. — *Salification des alcaloïdes.* — Pour extraire de la masse résineuse tous les alcaloïdes, ajouter 10 cm³ de Cl H N exactement mesurée, puis 30 cm³ d'eau distillée bouillie ; chasser le benzène restant en chauffant au bain-marie. Filtrer sur un tampon de coton humecté et posé sur un entonnoir placé au-dessus d'une capsule de verre A de 200 cm³ environ (trait de jauge à 50 cm³). Rincer le ballon et l'entonnoir plusieurs fois, avec de l'eau distillée bouillante en grattant les parois du ballon sur lesquelles adhèrent les résines pouvant retenir des alcaloïdes. Le filtrat chaud doit être clair, sinon filtrer à nouveau. Les dernières gouttes de l'eau de lavage ne doivent plus donner de précipité avec le réactif de Bouchardat ou de Mayer. Le volume total (filtrat + eau de lavage) ne dépassera pas, autant que possible, 100 à 120 cm³.

V. — *Titration des alcaloïdes totaux.* — Porter et maintenir le liquide de la capsule à 80° environ. Titrer CHIN en excès avec NaOH N ou N/2 au papier indicateur pH ou au rouge de méthyle. Éviter une neutralisation trop rapide ; pour cela ajouter lentement la soude et agiter après chaque addition. Prendre de préférence comme agitateur un thermomètre court car, durant l'opération la température ne doit pas descendre au-dessous de 60°.

S'arrêter dès l'apparition d'un trouble persistant (indicateur universel Prolabo entre PH5 et 6 : jaune verdâtre ; rouge de méthyle à la touche ; rouge orangé) ; soit v le nombre de cm³ de soude N utilisés.

VI. — *Séparation de la cinchonine et des alcaloïdes amorphes.* — On les séparera avant la précipitation des tartrates de la manière suivante : dans le cas des écorces riches en cinchonine (succirubra et hybrides).

Évaporer à 50 cc. environ au bain-marie, la liqueur provenant du titrage des alcaloïdes totaux (capsule A.).

Ajouter le mélange : alcool à 95°, 45 cc., ammoniacque à 10 p. 100, 55 cc.

La cinchonine cristallise (sinon amorcer la cristallisation avec un petit cristal de cet alcaloïde). Après un repos de vingt-quatre heures, filtrer sur un tampon d'ouate au-dessus d'une capsule B de 100 cc. environ. Rincer la capsule A, le tampon d'ouate et l'entonnoir avec 25 cc. d'un mélange à parties égales d'alcool à 95° et d'eau additionnée de quelques gouttes d'ammoniacque.

VII. — *Précipitation des tartrates de quinine et de cinchonidine.* — a) Dans le cas des écorces renfermant plus de 1 p. 100 de cinchonine, évaporer à sec, au bain-marie, le filtrat provenant de la séparation de la cinchonine et des alcaloïdes amorphes. Reprendre le résidu par 50 cc. d'eau distillée chaude acidifiée par quelques gouttes de Cl H; neutraliser en présence de tournesol, filtrer sur une autre capsule C de 100 cc. (trait de jauge à 50 cc.). Laver la capsule B et le filtre jusqu'à ce que l'eau de lavage ne précipite plus par le réactif de Bouchardat ou de Mayer: filtrat + eau de lavage = 75 cc. environ.

b) Dans le cas des écorces pauvres en cinchonine (Ledgeriana) évaporer à 50 cc. au bain-marie la liqueur provenant du titrage des alcaloïdes totaux. Laisser refroidir, filtrer jusqu'à limpidité sur un tampon de coton hydrophile et sur une autre capsule de verre B de 200 cc. environ (trait de jauge à 50 cc. et 55 cc.). Rincer à l'eau distillée la capsule A et le tampon d'ouate jusqu'à disparition de traces d'alcaloïdes.

Puis dans les deux cas, évaporer à 55 cc. au bain-marie, ajouter 4 gr. de sel de Seignette en poudre, agiter sans baguette de verre à laquelle les cristaux adhèreraient. Évaporer à nouveau à 50 cc. et laisser reposer une nuit à la température ordinaire. Le lendemain matin, on note la température dans la capsule puis les tartrates cristallisés sont lavés et transvasés en s'aidant d'un agitateur muni à l'une de ses extrémités d'un petit morceau de tube de caoutchouc (police-man) soit dans un creuset de Gooch, garni d'une rondelle de papier filtre, soit dans un creuset en verre fritté G2 préalablement séché à l'étuve, refroidi au dessiccateur et taré. Le lavage s'effectue avec une solution saturée de tartrates mixtes provenant d'une analyse précédente.

Soit g. le poids de tartrates trouvé.

VIII. — *Détermination par polarimétrie des proportions respectives de quinine et de cinchonidine.* — Le précipité des tartrates secs étant bien homogénéisé, en peser 500 mg. dans un petit bécher de 20 à 300 cc. environ, les dissoudre dans 3.75 cc. de Cl H N et transvaser la solution dans une fiole jaugée de 25 cc. Rincer et compléter au trait de jauge avec de l'eau distillé. Agiter et filtrer sur un petit filtre en éliminant les premières gouttes qui risquent d'être troubles. Remplir avec la solution limpide obtenue un tube polarimétrique de 2 dm. Prendre la température et examiner au polarimètre. Noter la déviation lue.

IX. — *Calcul des analyses.* — 1° Résultats rapportés à l'échantillon tel qu'il est reçu.

Alcaloïdes totaux. — Si V est le nombre de cc. de NaOH N utilisés pour neutraliser Cl H non combiné aux alcaloïdes de 10 gr. d'échantillon, la quantité d'alcaloïdes totaux en grammes dans 100 gr. d'échantillon est :

$$(10 - V) \times \frac{310}{100} = (10 - V) 3,10.$$

310 représentant le poids moléculaire moyen des alcaloïdes du quinquina, 1 cc. de Cl H N correspond à 0,31 gr. d'alcaloïdes totaux.

Tartrates de quinine et de cinchonidine.

Soit g = le poids en mg. de tartrates.

Soit t = la température à laquelle on les a filtrés.

On a dans 10 gr. d'échantillon;

Tartrates (quinine à 1 H₂O + cinchonidine anhydre, en mg. = g +

$$\left[35 \frac{(g \times 1,4)}{100} + 35 \times 0,02 (t - 17^\circ) \right]$$

L'expression entre crochets tient compte de la solubilité des tartrates dans les 50 cc. d'eaux-mères. D'ailleurs, en pratique, on peut se contenter d'ajouter 12 mg. au chiffre donné par la pesée.

On obtient ainsi le poids corrigé des tartrates provenant de 10 gr. de poudre; on le multiplie par 10 pour le ramener à 100.

Teneur en quinine, sulfate de quinine et cinchonidine. — Ces teneurs se déduisent du pourcentage corrigé des tartrates et de la détermination polarimétrique ramenée à 17°, température utilisée pour l'établissement des formules et des tables de Commelin.

Pour ramener la déviation polarimétrique lue à t°, à la température de 17°, on y ajoute l'expression : 0,822 (t - 17°), aux fractions décimales de degré ou aux minutes converties en décimales.

Pour calculer les pourcentages de quinine, sulfate de quinine et cinchonidine on multipliera le pourcentage des tartrates corrigé par les facteurs respectifs, dont les constantes sont déduites des tables de Commelin.

Soit D la déviation polarimétrique lue ou convertie en décimales :

$$F (\text{quinine} + 1 \text{ H}_2\text{O}) = (D - 5,483) 0,2359.$$

$$F' (\text{sulfate de quinine} + 7 \text{ H}_2\text{O}) = (D - 5,483) 0,3173.$$

$$F'' (\text{cinchonidine}) = (8,85 - D) 0,2366$$

Si on emploie les tables de Commelin, on multipliera le pourcentage des tartrates corrigé par le facteur correspondant à la déviation polarimétrique ramenée comme précédemment à 17° et exprimée en degrés et minutes.

Teneur en cinchonine + alcaloïdes amorphes. — C'est la différence : alcaloïdes totaux — (quinine + cinchonidine).

2° Résultats rapportés à l'échantillon sec.

— Il suffira de multiplier par le facteur

$$\frac{100}{100 - H}.$$

les pourcentages calculés plus haut pour obtenir les teneurs par rapport à l'échantillon sec.

DÉCRET n° 49-1323, relatif au conditionnement des arachides.

(Du 25 août 1949.)

Le président du conseil des ministres,

Vu le décret du 2 août 1937 pris en application de la loi du 30 juin 1937, relatif au conditionnement des produits originaires ou en provenance des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer;

Vu le décret du 17 octobre 1945, modifié par les décrets du 16 mai 1946 et du 2 février 1949, portant réorganisation des services de contrôle du conditionnement des produits aux colonies;

Vu l'arrêté ministériel du 18 octobre 1945, fixant les modalités générales de fonctionnement des services de contrôle du conditionnement,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Pour être admises à l'exportation et à l'importation dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, ainsi qu'à l'importation dans la métropole, les arachides originaires ou en provenance de ces territoires seront soumises aux règles énoncées ci dessous.

Art. 2. — Les arachides sont classées en deux catégories :

Arachides de bouche ou de confiserie ;

Arachides pour huilerie.

TITRE I^{er}

DÉFINITIONS ET QUALITÉS

A. — Arachides de bouche et de confiserie.

Art. 3. — Ces arachides peuvent être présentées décortiquées ou non décortiquées.

1^o Arachides de bouche ou de confiserie décortiquées. — Elles doivent être :

- a) Saines, sans moisissures ni traces d'humidité, exemptes d'attaques d'insectes, de blessures ou de maladies ;
- b) Entières, bien pleines et non ridées ;
- c) A tégument lisse et de teinte franchement uniforme ;
- d) D'un poids minimum de 65 grammes aux 100 graines ;
- e) De la même campagne de récolte pour un même lot ;
- f) Déparasitées dans le cas de présence d'insectes vivants.

Le traitement de déparasitage devra exclure tout moyen ou produit présentant un danger pour la santé publique ou laissant une mauvaise odeur aux arachides ;

g) Issues d'un triage soigné et ne pas contenir plus de 1 p. 100 de débris de coques ou graines mal conformées ou brisées à l'exclusion de toute matière étrangère

2^o Arachides de bouche ou de confiserie non décortiquées. — Elles doivent être :

- a) Saines, sans moisissures, ni traces d'humidité, exemptes d'attaques d'insectes, de blessures ou de maladies ;
- b) Présenter une coque de couleur jaune paille uniforme ;
- c) D'un poids minimum de 140 grammes aux 100 gousses ;
- d) De la même campagne de récolte pour un même lot ;
- e) Déparasitées dans le cas de présence d'insectes vivants.

Le traitement de déparasitage devra exclure tout moyen ou produit présentant un danger pour la santé publique ou laissant une mauvaise odeur aux arachides ;

f) Issues d'un triage soigné et ne pas contenir plus de 1 p. 100 de coques vides ou débris de coques, de coques mal conformées ou brisées à l'exclusion de toute matière étrangère.

B. — Arachides pour huilerie.

Ces arachides peuvent être présentées : décortiquées ou non décortiquées.

1^o Arachides décortiquées pour huilerie. — Elles doivent être :

- a) Parfaitement sèches ;
- b) Saines ;
- c) De couleur franche ;
- d) De la même campagne de récolte pour un même lot ;
- e) Déparasitées dans le cas de présence simultanée d'insectes vivants et d'attaques d'insectes lorsque le nombre de

graines attaquées dépassera 20 p. 100. Le traitement de déparasitage devra exclure tout moyen ou produit présentant un danger pour la santé publique ou laissant une mauvaise odeur aux arachides ;

Et ne pas contenir plus de :

- a) 2 p. 100 de corps étrangers (pierres, sable, paille, débris de coques, autres graines oléagineuses, etc.) ;
- b) 15 à 20 p. 100 de brisures selon les territoires de production ;
- c) 15 p. 100 de graines gravement endommagées et 30 p. 100 de graines légèrement endommagées.

2^o Arachides non décortiquées pour huilerie. — Elles doivent être :

- a) Parfaitement sèches ;
- b) Saines ;
- c) De la même campagne de récolte pour un même lot ;
- d) Déparasitées dans le cas de présence simultanée d'insectes vivants et d'attaques d'insectes lorsque le nombre de gousses attaquées dépassera 20 p. 100. Le traitement de déparasitage devra exclure tout moyen ou produit présentant un danger pour la santé publique ou laissant une mauvaise odeur aux arachides ;

Et ne pas contenir plus de :

- a) 2 p. 100 de corps étrangers (pierres, sable, paille, débris de coques, autres graines oléagineuses, etc.) ;
- b) 15 p. 100 de gousses ayant les graines gravement endommagées et 30 p. 100 de gousses ayant les graines légèrement endommagées.

Art. 4. — Dans chaque territoire intéressé des arrêtés locaux préciseront :

- a) Les variétés et les régions de culture qui seront plus spécialement destinées à la production des arachides de bouche ou de confiserie ;
- b) Le pourcentage maximum de brisures à tolérer dans les lots d'arachides décortiquées pour huilerie ;
- c) Les conditions de récolte, de commercialisation et de circulation de toutes les catégories d'arachides.

TITRE II

EMBALLAGE

Art. 5. — Seront expédiées :

1^o En sacs :

- a) De 45 kg net les arachides de bouche ou de confiserie non décortiquées ;
- b) De 75 kg net (sacs modèle standard « Biwill » de 21 bs 1/4 (26,5 × 44) les arachides de bouche ou de confiserie décortiquées ;

2^o En vrac, les arachides en coques destinées à l'huilerie ;

3^o En sac ou vrac, les arachides décortiquées destinées à l'huilerie ; les sacs seront alors d'un poids net de 77 kg.

Il sera tenu compte de la tolérance admise par les usages commerciaux, pour toutes les expéditions faites en sac.

TITRE II

MARQUAGE

Art. 6. — Chaque sac doit porter, sur une face au moins, les caractéristiques suivantes, inscrites de façon apparente et indélébile :

1^o Dans la moitié supérieure une marque spéciale, en noir ou en couleur, choisie par chaque exportateur, produc-

teur, groupement de producteur ou collectivité et, éventuellement, le numéro de série du lot;

2° Dans la moitié inférieure :

a) Sur une première ligne en capitales de 5 cm de haut, 4 cm de large, 1 cm d'épaisseur de trait la ou les initiales des territoires soit :

A. E. F. : Afrique équatoriale française.

C. : Cameroun.

C. I. : Côte d'Ivoire.

D. : Dahomey.

G. : Guinée française.

N. : Niger.

MAD : Madagascar.

S. : Sénégal.

SO. : Soudan.

T. : Togo.

suivie ou suivies de la lettre A en capitale, de même dimension que ci-dessus, accompagnée de la lettre r en minuscule représentant l'abréviation du mot arachide : Ar.

Les territoires exportant des arachides provenant des climats différents préciseront par arrêté les abréviations qui figureront au marquage, pour différencier les zones de production ;

b) Sur une deuxième ligne, en capitales de mêmes dimensions que ci-dessus :

1° La lettre C suivie de la lettre B pour les arachides de confiserie ou de bouche ;

2° La lettre G (gousses) ou D (décortiquées) selon le mode d'exportation des arachides de bouche ou de confiserie et éventuellement, la lettre D pour les arachides décortiquées pour huilerie.

Exemples de marquage :

ABCD 25	XY 50	SWP 12
D. Ar.	S. Ar.	S Ar.
C.B.-G	C.B. D	D

Remarque : Le cas échéant, le poids net sera marqué sur les sacs contenant des arachides de bouche ou de confiserie.

Art. 7. — Arachides pour huilerie exportées en vrac.

Une fiche spéciale accompagnant le bulletin délivré par le service de contrôle du conditionnement mentionnera pour chaque lot son numéro, son poids, son origine, le nom du navire et celui de l'exportateur ainsi que l'année de récolte.

TITRE IV

CONTRÔLE

Art. 8. — L'exportateur devra demander, en principe, quatre jours au moins avant le début du chargement du navire, au service de contrôle du conditionnement, de procéder au contrôle des lots destinés à l'exportation.

Lorsqu'il s'agira d'arachides exportées en sacs, tous les sacs sur lesquels auront porté les opérations de vérification devront être marqués par l'agent du service de contrôle du conditionnement au plomb de ce service. Cette marque sera placée à la fermeture du sac.

ECHANTILLONNAGE

A. — Arachides exportées en sacs.

Art. 9. — La vérification portera sur 1 p. 100 au moins des quantités présentées en ce qui concerne le contrôle de la qualité. Le contrôleur aura toujours le droit, s'il le juge né-

cessaire, de procéder à l'inspection d'une quantité plus importante du lot.

L'échantillonnage sera exécuté comme suit :

1° Les sacs à retenir pour la vérification devront être prélevés dans les différentes parties du lot et seront réunis par groupe de 10.

Le dernier groupe pourra être inférieur à ce nombre.

Il en sera de même si l'importance globale du lot ne permet pas de réunir dix sacs.

2° Il sera laissé à l'initiative du service de contrôle de déterminer si la prise d'échantillon s'effectuera par sondage ou par vidage des sacs.

Le mode opératoire est ainsi fixé :

a) Par sondage de chaque sac retenu, la prise d'essai de 300 gr environ s'effectuera à différentes hauteurs du sac ;

b) Par vidage des sacs de chaque groupe sur une aire cimentée ou une bâche et un brassage soigneux des gousses ou graines. Celles-ci seront ensuite étalées en couche d'une épaisseur inférieure à 10 cm et il en sera tiré au hasard une prise d'essai de 5 kg environ. Si le dernier groupe de prélèvement est inférieur à 10 sacs, on en tirera une prise d'essai proportionnelle au nombre de sacs qui le composent.

En ce qui concerne les arachides en coques, de bouche ou de confiserie, l'opération sera précédée d'un tamissage au crible de Bordeaux, pour recueillir et peser les impuretés fines (sable, poussières, etc.) ;

3° Les différentes prises d'essai seront réunies et soigneusement mélangées. On en prélèvera un échantillon moyen final de 5 kg.

Quelle que soit l'importance du lot initial soumis au contrôle, l'échantillon moyen final ne pourra être supérieur à 5 kg ;

4° La fiche délivrée par le service de contrôle du conditionnement devra indiquer si les prises d'échantillons ont été effectuées par sondage ou par vidage des sacs.

B. — Arachides exportées en vrac.

L'échantillonnage et le contrôle auront lieu avant l'embarquement.

La vérification portera sur 0,5 p. 100 au moins du lot présenté. Le contrôleur aura toujours le droit, s'il le juge nécessaire de procéder à l'inspection d'une quantité plus importante du lot.

Au moment de l'embarquement une vérification s'assurera de l'identité du lot présenté.

C. — Dans un but de simplification, l'exportateur pourra demander au service de contrôle du conditionnement de procéder à l'échantillonnage au fur et à mesure de la constitution du lot destiné à l'exportation.

Art. 10. — La validité du contrôle est fixée à 40 jours sous réserve que nulle altération ultérieure ne vienne déprécier la qualité du produit.

Passé ce délai le lot non exporté devra subir un nouveau contrôle.

Expertise de l'échantillon moyen final.

A. — Arachides en coques.

Art. 11. — 1° Détermination du pourcentage d'impuretés et de corps étrangers ;

a) Arachides de bouche ou de confiserie. — Après vérification de la présence d'impuretés fines (sable, poussières, etc.) comme prévu à la fin de l'alinéa 2 de l'article 9, opérer

sur 3 kg. Trier à la main et recueillir les coques vides, les débris de coques mal conformées ou brisées et peser le tout. Le trentième du poids, en grammes, trouvé indiquera le pourcentage de ces impuretés.

Ce triage permettra de se rendre compte si l'échantillon contient des corps étrangers tels que pierres, pailles, etc.

b) Arachides pour l'huilerie. — Le prélèvement des échantillons, sur 0,5 p. 100 du lot présenté, sera mis en sacs de 45 kg net. Il sera laissé à l'initiative du service de contrôle du conditionnement de prendre 1 à 10 sacs, selon l'importance du lot et son degré apparent de pureté, qui seront tamisés au crible dit « de Bordeaux », décrit en annexe, pour obtenir la séparation du sable et des menues impuretés. Ces matières étrangères seront soigneusement pesées, leur pourcentage sera égal à :

Poids en grammes, du sable et des menues impuretés $\times 100$.

Poids en grammes, des arachides à cribler

Les coques criblées seront brassées et étalées sur une toile ou une aire cimentée, comme il est indiqué au paragraphe b de l'alinéa 2 de l'article 9. Puis l'on en tirera au hasard de petites pelletées de façon à constituer une prise d'essai correspondant au 1/100.000 du poids du lot à contrôler, sans qu'elle puisse être inférieure à 3 kilogrammes.

Dans cet échantillon final on tirera, à la main, les impuretés grossières (pierres, paille, graines diverses telles que celles de ricin, de purghère, etc.) que l'on pèsera ensuite soigneusement. Leur pourcentage sera égal à :

Poids, en grammes, des impuretés grossières $\times 100$.

3 000

La somme des deux pourcentages donnera le pourcentage total du sable, des menues et grossières impuretés.

Remarques : Si l'échantillon contient un corps étranger volumineux, il ne sera pas compté mais signalé sur le bulletin d'analyse.

Dans le cas de présence de débris de coques et de graines libres, ces produits seront triés et puis pesés séparément.

poids des débris de coques

Si le rapport $\frac{\text{poids des débris de coques}}{\text{poids des graines libres}}$

est supérieur à 28/72, l'excédent en poids de débris de coques sera considéré comme impuretés.

2^o Détermination des gousses endommagées :

a) Arachides de bouche ou de confiserie. — Opérer sur 400 grammes de gousses préalablement débarrassées des corps étrangers. Examiner les gousses une à une pour constater si elles sont indemnes de toute détérioration, les normes auxquelles doivent répondre cette catégorie d'arachides n'en tolérant pas.

b) Arachides pour huilerie. — Opérer sur 400 grammes de gousses préalablement débarrassées des corps étrangers. Examiner les gousses une à une et faire un lot de celles qui seront peu détériorées. Dans le cas de doute, les graines seront examinées après ouverture des gousses.

Peser ces deux lots séparément, le quart du poids en grammes de chacun d'eux indiquera le pourcentage du dommage.

B. — Arachides décortiquées.

1^o Détermination du pourcentage de corps étrangers :

a) Arachides de bouche ou de confiserie.

Opérer sur 400 grammes. Trier à la main pour recueillir les débris de coques, les graines mal conformées ou brisées et peser le tout. Le quart du poids, en grammes, trouvé indiquera le pourcentage de ces impuretés.

Ce triage permettra de se rendre compte si l'échantillon contient d'autres corps étrangers. Si l'on trouve des gousses entières, elles seront décortiquées et les débris comptés comme matières étrangères. Les pellicules libres ne seront pas considérées comme corps étrangers.

b) Arachides pour huilerie.

Opérer sur 400 grammes :

1^o Tamiser pour obtenir la séparation du son (farinette) ;

2^o Trier à la main ce qui reste sur le tamis et recueillir les diverses impuretés grossières : coques brisées, cailloux, débris divers. Les gousses entières pouvant exister dans l'échantillon seront décortiquées à la main et la coque sera ajoutée aux impuretés grossières recueillies précédemment.

Les pellicules libres ne seront pas considérées comme corps étrangers.

Le pourcentage des corps étrangers sera égal à :

$$\frac{50\% \text{ du poids, en grammes, du son (farinette)}}{4} + \frac{\text{poids, en grammes, des impuretés grossières.}}{4}$$

2^o Détermination des brisures dans les arachides pour huilerie. — Est considéré comme brisure tout fragment inférieur ou égal à 1/2 de cotylédon sous réserve des dispositions transitoires prévues à l'article 13.

3^o Détermination des graines endommagées.

a) Arachides de bouche ou de confiserie. — Opérer sur 200 grammes de graines préalablement débarrassées des corps étrangers. Examiner les graines une à une pour constater si elles sont indemnes de toute détérioration, les normes auxquelles doit répondre cette catégorie d'arachides n'en tolérant pas.

b) Arachides pour huilerie. — Opérer sur 200 grammes de graines préalablement débarrassées de corps étrangers. Examiner les graines une à une et recueillir les amandes avariées que l'on sépare en deux lots, celles peu détériorées (légères attaques d'insectes ou amandes portant des ponctuations noires ou d'une couleur jaune citron prononcée) ;

Et celles gravement détériorées (amandes noires ou moissies ou se réduisant en poussière sous la pression du doigt).

Peser ces deux lots séparément ; la moitié du poids en grammes de chacun d'eux indiquera le pourcentage du dommage.

TITRE V

PÉNALITÉS

Art. 12. — Les sanctions prévues aux articles 13, 16 et 17 du décret du 17 octobre 1945, sont applicables au présent décret.

L'interdiction d'exploitation sera prononcée pour tout lot dont la qualité aura été reconnue inférieure aux normes.

TITRE VI

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Art. 13. — Les dispositions du présent décret ne seront applicables qu'à partir de la date d'ouverture de commercialisation de la prochaine récolte fixée dans chaque territoire par arrêté du gouverneur.

Toutefois pendant une période de deux ans à partir de la date des arrêtés susvisés :

1° Les dispositions prévues aux articles 6 et 7 sont facultatives ;

2° Il sera considéré comme brisure tout fragment égal ou inférieur à un quart de cotylédon la modification ou le changement de matériel devant, par la suite, permettre un meilleur décorticage ;

3° Le déparasitage ne sera exigible que lorsque les territoires disposeront des équipements nécessaires et la présence de son (farinette) ne sera décomptée que lorsque les installations de désinsectisation fonctionneront.

TITRE VII

Art. 14. — Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 août 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres :

*Le ministre de la France
d'outre-mer,*

PAUL COSTE-FLORET.

*Le secrétaire d'Etat
à la France d'outre-mer,*
TONY RÉVILLON.

ANNEXE

Description du crible dit de « Bordeaux ».

Ce crible comprend un tamis rond de 90 cm. de diamètre entouré d'une paroi de 20 cm. de hauteur.

Les ouvertures du tamis sont représentées par :

1° Des trous ronds, de 3 mm. de diamètre, séparés entre eux de 3 mm. disposés par rangées et alternant les uns avec les autres ;

2° De trous longs de 20 mm. de long sur 2 mm. 1/2 de large séparés :

a) Aux extrémités par un espace de 5 mm. de la rangée de trous la plus proche ;

b) Entre eux par un espace de 3 mm. à la périphérie et au centre du crible l'on trouve 7 rangées de trous ronds et dans l'intervalle 3 rangées de trous longs, séparées l'une de l'autre par 3 rangées de trous ronds.

Mode d'emploi du crible.

Après avoir mis dans le crible le volume d'un double décilitre de graines, on le pose sur une glissière et on lui imprime, sans secousses saccadées :

1° Un mouvement en avant ;

2° Un mouvement en arrière ;

3° Un mouvement en avant,

de façon que le sable et les menues impuretés soient rejetées.

DÉCRET n° 49-1325, modifiant le régime de l'indemnité de départ outre-mer des corps de contrôle des départements de la France d'outre-mer, de la guerre, de la marine et de l'air.

(Du 26 septembre 1949).

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer, du ministre de la défense nationale, du ministre des finances et des affaires économiques et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (fonction publique et réforme administrative) ;

Vu le décret du 18 octobre 1945 substituant à l'indemnité de mission dans les territoires d'outre-mer des membres des corps de contrôle des départements de la France d'outre-mer, de la marine, de l'air et de la guerre les allocations perçues dans ces territoires par les officiers qui y sont en service, sous réserve de modalités particulières ;

Vu le décret du 8 octobre 1948 modifiant le régime de l'indemnité de départ colonial des fonctionnaires des services coloniaux, et, spécialement, son article 3 prévoyant son application au personnel militaire ;

Vu le décret du 20 janvier 1949 fixant l'indemnité de départ outre-mer des personnels militaires et assimilés à solde mensuelle ;

Le conseil des ministres entendu,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — L'indemnité de départ outre-mer allouée aux membres des corps de contrôle des départements de la France d'outre-mer, de la guerre, de la marine et de l'air, en cas de départ en mission dans les territoires relevant du département de la France d'outre-mer est déterminée conformément aux règles et suivant les tarifs ci-après :

L'indemnité est fixée à :

48.000 F pour les contrôleurs et inspecteurs généraux.

37.500 F pour les contrôleurs et inspecteurs.

Cette indemnité, payable dans le mois qui précède le départ en mission, correspond à une mission de six mois.

Elle est réduite ou augmentée proportionnellement à la durée réelle de la mission, tout mois commencé étant compté pour un mois entier, sans pouvoir être ramenée en dessous de la moitié ni être portée à plus du double des taux fixés ci-dessus.

Toutefois la garantie du minimum de la moitié de ces taux ne pourra être appliquée qu'une seule fois au cours d'une période de 24 mois consécutifs.

En cas d'annulation de départ pour convenances personnelles, l'indemnité est, en outre, intégralement remboursée.

Art. 2. — Le paragraphe a) de l'article 2 du décret du 18 octobre 1945 est abrogé.

Art. 3. — Le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre de la France d'outre-mer et le ministre de la défense nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui porte effet à compter du 1^{er} janvier 1948 et sera publié au *Journal officiel* de la République française et au *Bulletin officiel* du ministre de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 26 septembre 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres :

*Le ministre des finances
et des affaires économiques,*

MAURICE-PETSCHÉ.

Le ministre de la défense nationale,
PAUL RAMADIER.

Le ministre de la France d'outre-mer,
PAUL COSTE-FLORET.

*Le secrétaire d'Etat à la présidence
du conseil (fonction publique
et réforme administrative),*
JEAN BIONDI.

DÉCRET n° 49-1350 portant dérogation temporaire aux règles de recrutement dans le cadre d'administration générale des colonies.

(Du 3 octobre 1949.)

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (fonction publique et réforme administrative),

Vu le décret du 13 mars 1946 portant organisation du cadre d'administration générale des colonies autres que l'Indochine et les textes modificatifs subséquents,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Par dérogation aux dispositions du décret susvisé du 13 mars 1946 relatives aux conditions de recrutement dans le cadre de l'administration générale des colonies autres que l'Indochine, les candidats au concours d'entrée de 1949 dans les sections administratives de l'école nationale de la France d'outre-mer déclarés admissibles aux épreuves orales et qui ont obtenu, en outre, au moins la moyenne générale de 11 points pour l'ensemble des épreuves écrites et orales, pourront être intégrés directement au grade de rédacteur de 2^e classe d'administration générale des colonies autres que l'Indochine.

Art. 2. — Les bénéficiaires des dispositions qui précèdent seront, toutefois, astreints à un stage probatoire dans les conditions générales fixées à l'article 11 du décret du 13 mars 1946 précité.

Art. 3. — Le ministre de la France d'outre-mer et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (fonction publique et réforme administrative) sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 octobre 1949.

HENRI QUEUILLE.

Par le Président du conseil des ministres :

Le ministre de la France d'outre-mer,
PAUL COSTE-FLORET.

*Le secrétaire d'Etat
à la présidence du conseil,
(fonction publique et réforme
administrative),*
JEAN BIONDI.

Texte officiel publié à titre d'information.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL fixant les conditions et le programme du concours pour le recrutement des contrôleurs stagiaires des installations radioélectriques du cadre général des transmissions coloniales.

(Du 18 janvier 1946).

Un arrêté du ministre des colonies en date du 18 janvier

1946 fixe les conditions et le programme du concours pour le recrutement des contrôleurs stagiaires des installations radioélectriques du cadre général des transmissions coloniales.

Ce concours est ouvert à tous les candidats remplissant les conditions énumérées à l'article 6 du décret du 23 août 1944 créant ledit cadre.

Les demandes pour y prendre part doivent être établies sur papier timbré et adressées au ministère des colonies (service des transmissions coloniales), deux mois au moins avant la date du concours.

Le concours porte sur les matières du programme annexé à l'arrêté précité et comporte trois séries d'épreuves obligatoires :

A. — *Epreuves écrites.*

Mathématiques ;
Composition française ;
Physique et chimie ;
Electricité générale ;
Dessins.

B. — *Epreuves manuelles.*

Epreuve de lime ;
Epreuve de tour.

C. — *Epreuves orales.*

Radioélectricité générale ;
Mécanique ;
Technologie.

Les candidats peuvent, sur leur demande, subir une épreuve facultative de langues vivantes consistant en la traduction de dix lignes de texte.

Une bonification de points est accordée aux candidats titulaires de certains diplômes ou brevets délivrés soit par des écoles nationales ou des écoles privées reconnues par l'Etat, soit par des formations spécialisées des armées de terre, de mer ou l'air.

Le nombre de places mises au concours, ainsi que la date d'ouverture de celui-ci, sont fixés par arrêté du ministre des colonies.

Pour tous renseignements complémentaires, écrire ou s'adresser au ministère des colonies (service des transmissions coloniales), 27, rue Oudinot, Paris (7^e).

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL portant modification à l'arrêté du 18 janvier 1946 organisant le concours pour le recrutement des contrôleurs stagiaires des installations radioélectriques des transmissions coloniales.

(Du 13 août 1949.)

Le ministre de la France d'outre-mer,

Vu le décret du 23 août 1944 créant le cadre général des transmissions coloniales et les textes subséquents ;

Vu l'arrêté du 18 janvier 1946 organisant le concours pour le recrutement des contrôleurs stagiaires des installations radioélectriques des transmissions coloniales,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Les articles 3 et 4 de l'arrêté du 18 janvier 1946 susvisé sont modifiés comme suit :

Art. 3. — Ajouter l'alinéa suivant :

« Les candidats résidant dans les territoires relevant du

ministère de la France d'outre-mer en sont informés par l'intermédiaire du chef de territoire auquel ils ont adressé leur demande ».

Art. 4. — Remplacer le dernier alinéa du paragraphe A) Epreuves écrites, par le suivant :

« Tous les candidats subissent les épreuves manuelles immédiatement après les épreuves écrites. Toutefois, seront seules corrigées et notées les épreuves manuelles des candidats ayant obtenu au moins 117 points pour les épreuves écrites, après application des coefficients, soit une moyenne de 13, sans avoir eu aucune note inférieure à 6 ».

Art. 2. — Les articles 2, 6, 7 et 8 de l'arrêté du 18 janvier 1946 susvisé sont abrogés et remplacés par les suivants :

« **Art. 2 (nouveau).** — Les demandes pour prendre part au concours doivent être établies sur papier timbré et parvenir au ministre de la France d'outre-mer (service des postes et télécommunications) deux mois au moins avant la date fixée pour l'ouverture des épreuves.

« Les candidats résidant dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, doivent adresser leur demande dans les mêmes conditions, sous couvert du chef de territoire de leur résidence ».

« **Art. 6 (nouveau).** — Dans chaque centre fixé pour les épreuves écrites et manuelles, il est institué une commission locale de surveillance composée d'un président et de deux membres. Cette commission est nommée par arrêté du ministre pour les centres de la métropole et par arrêté des chefs de territoires pour les centres d'outre-mer.

« Les sujets de compositions écrites et manuelles sont les mêmes pour tous centres d'épreuves ; ils sont adressés aux présidents des commissions locales de surveillance sous enveloppes cachetées qui ne sont ouvertes qu'en présence des candidats au moment fixé pour chaque épreuve.

« La commission locale prend les mesures d'ordre nécessaires pour assurer la sincérité des épreuves. Toute fraude dûment constatée donne lieu à la radiation du candidat et à son exclusion de tout concours ultérieur, sans préjudice des sanctions disciplinaires dont il est passible en vertu des lois réprimant les fraudes dans les examens et concours publics.

« Après achèvement des épreuves écrites et manuelles, les présidents des commissions locales de surveillance, les transmettent, sous plis cachetés, et par l'intermédiaire des chefs de territoires, s'il s'agit des centres d'outre-mer, au ministre de la France d'outre-mer, qui les remet pour correction au président de la commission centrale définie à l'article 7 ci-dessous.

« Les épreuves orales ont lieu dans des centres fixés par le ministre. Le lieu et la date en sont indiqués en temps utile aux candidats admis à subir ces épreuves.

« Dans chaque centre fixé pour les épreuves orales, il est institué une commission locale chargée de procéder aux interrogations orales. Cette commission, nommée par arrêté du ministre pour les centres de la métropole et pour les centres d'outre-mer, est composée comme suit :

« Un ingénieur en chef ou un directeur des transmissions coloniales, président ;

« Deux ingénieurs principaux ou ingénieurs des transmissions coloniales, membres ;

« **Art. 7 (nouveau).** — Il est procédé au choix et à la correction des épreuves écrites et manuelles par une commission centrale nommée par arrêté du ministre et comprenant :

« Le chef du service des postes et télécommunications au département (ou son délégué), président ;

« Un représentant de la direction du personnel, membre ;

« Deux ingénieurs principaux ou ingénieurs des transmissions coloniales, membres

« L'un des deux ingénieurs principaux ou ingénieurs remplit les fonctions de secrétaire de la commission.

« Pour les épreuves manuelles et de langue vivante, la commission centrale peut s'adjoindre des correcteurs spéciaux.

« **Art. 8 (nouveau).** — A l'issue des épreuves orales, les présidents des commissions locales d'interrogations orales dressent un procès-verbal des notes attribuées à chaque candidat. Ces procès-verbaux sont transmis sous pli cacheté, et par l'intermédiaire des chefs de territoires s'il s'agit de centres d'outre-mer, au ministre de la France d'outre-mer qui les remet au président de la commission centrale prévue à l'article 7 ci-dessus.

« Cette commission centrale établit, par ordre de mérite et dans la limite des places mises au concours, la liste des candidats définitivement reçus.

« Cette liste est arrêtée par le ministre et publiée au *Journal officiel* de la République française ».

Fait à Paris, le 13 août 1949.

Pour le ministre et par délégation :

Le chef adjoint du cabinet,

ALBERT BROS.

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

DÉCISION n° 1284 f.c., portant désignation du gestionnaire-comptable des approvisionnements et dépositaire comptable du Service des Travaux Publics.

(Du 28 novembre 1949.)

LE GOUVERNEUR DES ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OCEANIE, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la décision n° 259 f.c., du 3 mars 1949 nommant M. Roux, agent auxiliaire temporaire et le chargeant des fonctions de comptable des travaux publics et de régisseur pour les paiements des salaires des ouvriers,

DÉCIDE :

Article 1^{er} — M. Angot (Antoine) agent auxiliaire de la 3^e catégorie 11^e degré est chargé des fonctions de gestionnaire-comptable des approvisionnements et dépositaire comptable du matériel du service des travaux publics.

Art. 2. — La passation de service entre M. Roux et M. Angot se fera contradictoirement en présence du chef du service des travaux publics et après inventaire des existants en approvisionnements et en matériels.

Art. 3. — Les chefs des services des finances et des travaux publics sont chargés avant le 10 décembre 1949 de l'exécution de

la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 28 novembre 1949

Pour le Gouverneur en tournée :

*Le secrétaire général du gouvernement,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,*

L.-A. GIRAULT.

ARRÊTÉ n° 1285 f.c., rendant exécutoire le programme provisionnel du budget spécial sur fonds d'investissements pour le développement économique et social (FIDES) exercice 1949-1950,

(Du 28 novembre 1949.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie, et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu la loi n° 46-860 du 30 avril 1946 tendant à l'établissement, au financement et à l'exécution des plans d'équipement et de développement des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer ;

Vu le télégramme n° 406-107 du 23 août 1949 du ministère de la France d'outre-mer et celui n° 146 du 29 octobre 1949, ce dernier approuvant le programme provisionnel sur FIDES pour le 2^me semestre 1949 ;

Sur la proposition du chef du service des finances et de la comptabilité,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— L'arrêté n° 790/c., du 22 juillet 1949, rendant provisoirement exécutoire le budget spécial sur (FIDES) exercice 1949-1950 est rapporté.

Art. 2.— Est rendu exécutoire le programme provisionnel pour le 2^me semestre 1949 arrêté en autorisations d'engagements à la somme de (28.455.000 frs.) *vingt-huit millions quatre cent cinquante-cinq mille francs* et en crédits de paiements à celle de (10.000.000 frs.) *dix millions* conformément au tableau ci-annexé.

Art. 3.— Des crédits sont ouverts au budget spécial FIDES 1949-1950 jusqu'à concurrence de *dix millions*.

Art. 4.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 novembre 1949.

Pour le gouverneur en tournée :

*Le secrétaire général du gouvernement,
chargé de l'expédition
des affaires courantes et urgentes,*

L.-A. GIRAULT.

Programme provisionnel du budget spécial F. I. D. E. S. 1949-1950.

(2^me SEMESTRE 1949.)

		Engagements	Crédits
		—	—
TITRE I.— Dépenses de développement économique.			
Chap.	I.— Dépenses générales..	3.000.000	»
»	II.— Productions agricoles	1.600.000	»
»	III.— Grands ouvrages hydrauliques	»	»
»	IV.— Forêt.....	200.000	»
»	V.— Elevage.....	300.000	»
»	VI.— Pêche	»	»
»	VII.— Mines	»	»
»	VIII.— Industrialisation....	500.000	»
»	X.— Chemin de fer.....	»	»
»	XI.— Routes et ponts....	8.425.000	4.500.000
»	XII.— Ports et warfs.....	2.080.000	»
»	XIII.— Transports maritimes	»	»
»	XIV.— Voies navigables ...	»	»
»	XV.— Aéronautiques	»	»
»	XVI.— Transmission	7.600.000	»
»	XVII.— Météorologique.....	»	»
TITRE II.— Dépenses de développement social et d'intérêt scientifique.			
Chap.	XVIII.— Dépenses générales..	»	»
»	XIX.— Santé.....	»	»
»	XX.— Enseignement.....	4.750.000	4.000.000
»	XXI.— Urbanisme et habitat	»	»
»	XXII.— Travaux urbains et ruraux.	»	1.500.000
»	XXIII et chap. XXIV	»	»
Total général ..		28.455.000	10.000.000

DÉCISION n° 1286 c., portant classement de logements administratifs à Uturoa (Raiatea).

(Du 28 novembre 1949.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 26 mai 1937 portant réglementation sur le logement et l'ameublement aux colonies ;

Vu l'arrêté n° 324 a.g.f., du 6 avril 1939 réglementant les détails d'application en Océanie du décret sus-visé du 26 mai 1937,

DÉCIDE :

Article 1^{er}.— Sont classés conformément au tableau ci-annexé les divers logements administratifs d'Uturoa.

Art. 2.— La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 28 novembre 1949.

Pour le gouverneur en tournée :

*Le secrétaire général du gouvernement,
chargé de l'expédition
des affaires courantes et urgentes,*

L.-A. GIRAULT.

Uturoa îles Sous-le-Vent	Propriétaire	Affecté ou disponible (1)	Définitif provi- soire ou rudimentaire (2)	Classements d'habitatité (3)	Pièces habitables	
Immeuble en béton - Résidence du chef de circonscription	service local	A	D	1	4	neuf.
Immeuble en bois - Résidence du méde- cin	—	A	D	2	4	matériel récupéré.
Immeuble en bois - Résidence du juge de paix à C.E.	—	A	D	1	4	neuf.
Immeuble en bois - Résidence du prépo- sé du trésor	—	A	D	1	4	neuf.
Immeuble en bois - Résidence du char- gé de la poste	—	A	D	2	4	matériel récupéré.
Immeuble en bois - Logement du gar- dien de prison	—	A	D	1	4	neuf.
Immeuble en matériaux du pays. Loge- ment du greffier de la justice de paix à C. E.	—	A	R	néant	3	rudimentaire.

(1) A = affecté.

(2) D = définitif.
R = rudimentaire.(3) 1 = très bon.
2 = bon.

ARRÊTÉ n° 1288 f. c., portant autorisations de virements de cré-
dits dans le budget de la commune de Papeete, exercice 1949.

(Du 30 novembre 1949.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE
L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gou-
vernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu les décrets du 20 mai 1890 créant la commune de Papeete
et rendant applicable à cette collectivité certaines dispositions du
décret du 8 mars 1879 relatif à la commune de Nouméa ;

Vu l'arrêté n° 182 f.c., du 12 février 1949 approuvant le budget
de la commune de Papeete pour l'exercice 1949 ;

Vu la délibération du conseil municipal de Papeete en date du
31 août 1949 ;

Sur le rapport du chef du service des finances et de la compta-
bilité ;

Le conseil privé entendu le 26 novembre 1949,

ARRÊTE :

Article 1^{er} — Sont autorisés dans le budget de la commune de
Papeete, exercice 1949, les virements de crédits ci-après s'éle-
vant à la somme de : *Huit cent vingt mille francs.*

Réduction			Augmentation		
Chap.	Art.	Montant	Chap.	Art.	Montant
II	1	250.000 »	IV	1	200.000 »
II	2	340.000 »	V	4	30.000 »
IV	2	200.000 »	V	5	60.000 »
VII	1	30.000 »	V	21	50.000 »
		820.000 »	VIII	6	480.000 »
					820.000 »

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et pu-
blié partout où besoin sera.

Papeete, le 30 novembre 1949.

A. ANZIANI.

DÉCISION n° 1289 i.p., modifiant éventuellement la décision
1181 i.p., fixant, pour le centre d'Atuona, la composition de
la commission de surveillance et de correction des épreuves
des examens de fin d'année 1949.

(Du 30 novembre 1949.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océa-
nie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gou-
vernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté 154 i.p. du 9 février 1938 réorganisant l'instruction
publique dans les Etablissements français de l'Océanie et les ac-
tes modificatifs subséquents ;

Vu les nécessités du service ;

Sur demande de M. le délégué du chef de circonscription des
Marquises ;

Et après avis favorable du chef du service de l'instruction pu-
blique,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Au cas où l'impossibilité des liaisons maritimes
interdirait l'exécution de la décision 1181 i.p. du 4 novembre
1949, par M. le médecin-commandant Brunies et par M. Lichtlé
Jérôme, ceux-ci seraient remplacés respectivement par :

— M. Daulin, chef de poste à Atuona, et

— Mère Félicite, directrice de l'école de la mission catholique
d'Atuona.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée
et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 30 novembre 1949.

A. ANZIANI.

ARRÊTÉ n° 1293 co. *rendant exécutoire une délibération de l'Assemblée Représentative instituant l'impôt unique des patentes-licences.*

(Du 1^{er} décembre 1949.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création d'une Assemblée Représentative dans les Etablissements Français de l'Océanie ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu la délibération du 15 juin 1949 ;

Vu la lettre 7758/AE FISC du 20 août 1949 de France Outre-Mer,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est rendue exécutoire pour compter du 1^{er} janvier 1950, la délibération de l'Assemblée Représentative des Etablissements français de l'Océanie du 15 juin 1949 instituant l'impôt unique des patentes-licences.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 1^{er} décembre 1949.

A. ANZIANI.

DÉLIBÉRATION DU 15 JUIN 1949

Patentes-Licences

L'Assemblée Représentative des Etablissements Français de l'Océanie, délibérant conformément à l'article 34, paragraphe 25 du décret n° 46-2379 du 26 octobre 1946, a, dans sa séance du 15 juin 1949, adopté la délibération dont la teneur suit :

Article 1^{er}. — Les patentes de débitants A et B et les licences pour la vente de boissons sont remplacées par des Patentes-licences.

Art. 2. — Les patentes-licences ainsi créées seront perçues sur rôles ; les règles de perception de patentes leur seront applicables sauf celles prévues pour le demi-droit à l'article 22 de l'arrêté du 16 février 1881.

Art. 3. — Les patentes-licences seront classées et taxées d'après le tableau suivant :

1^{re} classe : Marchands en gros ou en détail de boissons alcooliques, de boissons d'alimentation et hygiéniques à emporter.

- a) En gros 15.000
- b) En détail 15.000

2^e classe : Marchands en gros ou en détail de boissons d'alimentation et hygiéniques à emporter.

- a) En gros 5.000
- b) En détail 5.000

3^e classe : Débitants, cafetiers, hôteliers-restaurateurs, restaurateurs et gérants de cercle vendant au détail à consommer sur place, des boissons alcooliques, d'alimentation.

- a) A Tahiti 15.000
- b) A Moorea 12.000
- c) A Uturoa 12.000

4^e classe : Débitants, cafetiers, hôteliers-restaurateurs, restaurateurs, gérants de cercle, vendant au détail à consommer sur place des boissons d'alimentation et des boissons hygiéniques à l'exclusion des boissons alcooliques.

- a) A Tahiti 5.000
- b) Iles autres que Tahiti 3.000

5^e classe : Restaurateurs vendant au détail à consommer sur place des boissons d'alimentation et hygiéniques, à l'exclusion des boissons alcooliques, aux personnes prenant effectivement leur repas et aux heures des repas.

- a) Districts de Tahiti 3.000

6^e classe : Propriétaires de buvettes occasionnelles installées par autorisation du Gouverneur pour la durée d'une fête publique, bal, kermesse, etc...

- a) Livrant des boissons alcooliques, d'alimentation ou hygiéniques à consommer sur place, à Tahiti et Moorea (par jour) 200
- b) Ne livrant que des boissons d'alimentation et des boissons hygiéniques, à consommer sur place à Tahiti et Moorea 100
- c) Ne livrant que des boissons d'alimentation et des boissons hygiéniques à consommer sur place, dans les autres îles (par jour) 50

Art. 4. — Les licences de 6^e classe sont supprimées. Les patentes de brasserie et de distillerie sont portées à 12.000 francs.

Elles donnent le droit à leur titulaire de vendre en gros, le produit de leur industrie.

Art. 5. — En dehors des règles de perception, les autres règles relatives aux licences, fixées par la délibération des Délégations Economiques et Financières du 21 septembre 1936 (Décret du 14 décembre 1936) et par la délibération de l'Assemblée Représentative du 16 octobre 1947 (Décret du 25 février 1948), demeurant applicables aux patentes-licences.

ARRÊTÉ n° 1294 co., *relatif au recouvrement de la taxe de délivrance et de renouvellement de la carte d'identité des commerçants étrangers.*

(Du 1^{er} décembre 1949)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu la délibération de l'assemblée représentative du 28 janvier 1949 approuvée par décret du 27 mai 1949 instituant un droit pour la délivrance et le renouvellement de la carte d'identité des commerçants étrangers ;

Le conseil privé entendu le 29 novembre 1949,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Le paiement du droit de délivrance et renouvellement de la carte d'identité des commerçants étrangers sera constaté par apposition de timbres.

Art. 2. — L'apposition des timbres sera effectuée pour les îles de Tahiti et Moorea, par le service de l'enregistrement ; pour les autres îles par les préposés du trésor ou les agents spéciaux qui l'approvisionneront en timbres par l'intermédiaire de la trésorerie.

Art. 3. — Toute carte renouvelée pour cause de vétusté donnera lieu au timbrage et au paiement au taux du droit de renouvellement. Par contre pour les renouvellements de carte motivés par la perte, la taxe sera perçue au taux du droit initial.

Art. 4. — Toute carte délivrée à un commerçant étranger sera datée et devra donner lieu à l'acquittement du droit à partir de l'année de délivrance.

Pour les cartes actuellement détenues par les commerçants et qui ne sont pas datées, le droit initial devra être perçu pour 1949 quelle que soit la date de présentation au timbrage et le droit de renouvellement à partir du 1^{er} janvier 1950.

Art. 5.— Le paiement du droit initial dû pour 1949 devra avoir lieu pour Tahiti et Moorea avant le 31 décembre 1949, et pour les autres îles dans les trente jours qui suivront notification de la réception des timbres, par affichage dans les chefferies, cet affichage ayant lieu à la diligence des agents chargés de la perception.

Pour les cartes délivrées après publication du présent arrêté, le paiement du droit initial devra avoir lieu dans les 30 jours de la remise de la carte aux intéressés, pour le compte de l'année de délivrance de la carte.

Le droit de renouvellement sera acquitté avant le 31 mars de chaque année.

Art. 6.— Les cartes devront être présentées au timbrage spontanément, le défaut de cette formalité pouvant entraîner le retrait des patentes sans préjudice d'autres sanctions administratives.

Art. 7.— Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par les agents de la gendarmerie, de la police, des contributions et tous fonctionnaires assermentés qui adresseront leurs procès-verbaux au chef du service des contributions.

Art. 8.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 1^{er} décembre 1949.

A. ANZIANI.

ARRÊTÉ n° 1294 bis a.e. *fixant à nouveau le prix du pain.*

(Du 1^{er} décembre 1949.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la Nation en temps de guerre et le décret du 2 mai 1939 pris pour son application aux Colonies;

Vu le décret du 25 août 1937 portant répression de toutes augmentations illégitimes des prix dans la Colonie, et le décret du 25 avril 1938 modifiant et complétant le précédent;

Vu l'arrêté 516 a.e. du 9 mai 1949 fixant à nouveau le prix du pain;

Sur le rapport du Chef du Service des Affaires Economiques;
Le Conseil Privé entendu.

ARRÊTE :

Article 1^{er} — A compter du 1^{er} décembre 1949 le prix du pain est fixé à Tahiti comme suit :

Pris à la boulangerie, le kilo	10. 70
Livré à domicile, le kilo	10. 95

Art. 2 — Les infractions à l'article 1^{er} ci-dessus seront poursuivies conformément à la loi.

Art. 3 — Sont abrogées les dispositions de l'arrêté 516 a.e. du 9 mai 1949.

Art. 4 — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 1^{er} décembre 1949

A. ANZIANI.

ARRÊTÉ n° 1303 a.e., *fixant les prix payables aux producteurs de coprah dans les Etablissements français de l'Océanie, pendant le quatrième trimestre 1949.*

(Du 3 décembre 1949.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu la loi du 11 juillet 1938;

Vu l'offre faite par GOGIMPORT d'achat de 2.000 tonnes de coprah au prix de 57 fr. français le kilo soit, 10.260 fr. C. P. la tonne FOB;

Vu l'avis favorable émis par la commission de surveillance des prix dans sa séance du 25 novembre 1949;

Sur le rapport du chef du service des affaires économiques,

Le conseil privé entendu dans sa séance du 3 novembre 1949,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — A compter du 25 novembre 1949, les prix minima payables aux producteurs de coprah dans les Etablissements français de l'Océanie sont fixés ainsi qu'il suit :

A Papeete :

Coprah ordinaire dit local.....	8,30 le kg.
Coprah stocké magasin, très sec, qualité dite Tuamotu, rendu Papeete...	8,75 —
Coprah Tuamotu-Gambier-Australas et Marquises rendu quai Papeete.....	8,75 —

Aux îles Tuamotu-Gambier-Australas et Marquises :

Prix payable par l'armateur :

Coprah rendu dans la baleinière, selon l'usage du lieu.....	7,35 le kg.
---	-------------

Prix payable par l'acheteur local au producteur.....	6,60 —
--	--------

Art. 2. — Le chef de la circonscription administrative des Îles Sous-le-Vent fixera les divers prix praticables dans cet archipel après consultation de la sous-commission des prix d'Uturoa.

Ces prix seront soumis à l'approbation du gouverneur en conseil privé.

Art. 3. — Les infractions au présent arrêté seront punies des peines prévues par la loi du 11 juillet 1938 et l'article 10 du décret du 2 mai 1939.

Art. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 3 décembre 1949.

A. ANZIANI.

DÉCISION n° 1312 co., *désignant les membres des commissions d'évaluation de la valeur locative des propriétés bâties pour les îles Gambier (période triennale 1950-1952).*

(Du 6 décembre 1949.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 3 juin 1935 portant approbation d'une délibéra-

tion des délégations économiques et financières des Etablissements français de l'Océanie, en date du 18 janvier 1935, modifiant l'assiette de l'impôt foncier sur la propriété bâtie dans la colonie;

Sur la proposition du chef de circonscription des îles Gambier et du chef du service des contributions,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Sont nommés pour faire partie des commissions prévues à l'article 3 de la délibération des délégations économiques et financières du 18 janvier 1935, chargées d'estimer l'importance de la valeur locative des propriétés bâties dans les îles Gambier (période triennale 1950-1952).

Îles Gambier

Membres titulaires

Mamatui (Kote)

Mahaa (Agnès)

Membres suppléants

Puputauki (Joseph)

Aukara (Antoine)

Art. 2. — Cette commission comprendra en outre :

Le chef de circonscription ou son délégué Président

Le chef de district ou son adjoint Membre

Art. 3. — Le fonctionnement de la commission est déterminé comme suit :

Les réunions auront lieu dans les chefferies sur convocation du président.

En cas d'empêchement d'un membre titulaire, il sera fait appel aux suppléants.

Dans le cas où appel fait successivement aux membres titulaires et suppléants, la commission ne se trouverait pas au complet, ses délibérations seront valables, même prises à trois membres.

Elles auront lieu à la majorité des voix des membres présents.

En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Procès-verbal sera dressé des délibérations de la commission et signé par les membres présents.

Art. 4. — La présente décision sera communiquée pour exécution, enregistrée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 6 décembre 1949.

A. ANZIANI.

ARRÊTÉ n° 1314 a.p.a. reportant la date de clôture de la session ordinaire de l'Assemblée Représentative.

(Du 6 décembre 1949.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 25 octobre 1946 instituant une Assemblée Représentative dans les Etablissements français de l'Océanie;

Vu l'arrêté n° 1038 a.p.a. du 22 septembre 1949, convoquant l'Assemblée Représentative en session ordinaire, du lundi 14 novembre 1949 à 8 heures au samedi 3 décembre 1949 à 24 heures,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — La date de clôture de la session ordinaire de l'Assemblée Représentative, fixée au 3 décembre 1949 à 24 heures par l'arrêté n° 1038 a.p.a. susvisé, est reportée au samedi 10 décembre 1949 à 24 heures.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 6 décembre 1949.

A. ANZIANI.

ARRÊTÉ n° 1323 p.t.t. fixant la surtaxe aérienne des imprimés à destination de la Métropole.

(Du 7 décembre 1949.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 1537 p.t.t. du 27 décembre 1947 fixant les surtaxes aériennes postales;

Sur la proposition du chef du service des postes, télégraphes et téléphones;

Le conseil privé entendu le 1^{er} décembre 1949,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — A compter du 1^{er} décembre 1949, les imprimés envoyés par la voie aérienne à destination de la Métropole seront soumis à une surtaxe de 14 francs C.F.P. par 20 grammes.

Art. 2. — Le secrétaire général et le chef du service des postes, télégraphes et téléphones sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 7 décembre 1949.

A. ANZIANI.

ARRÊTÉ n° 1328 do. rendant exécutoires trois délibérations de l'Assemblée Représentative des Etablissements français de l'Océanie, fixant les remises du personnel des douanes et allouant aux communes des quote-parts dans les recettes douanières.

(Du 7 décembre 1949.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie, et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création d'une Assemblée Représentative dans les Etablissements français de l'Océanie;

Vu les délibérations de l'Assemblée Représentative en date des 28 janvier et 24 juin 1949;

Vu les lettres du Département, 2695/AE/Fisc du 28 mars 1949, 7758/AE/Fisc du 20 août 1949 et 54317 du 23 septembre 1949,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Sont rendues exécutoires à compter de la mise en vigueur du nouveau tarif, les délibérations de l'Assemblée Représentative suivantes :

1^o Délibération du 28 janvier 1949 accordant au personnel du service des douanes une remise de 0,50 % sur le produit brut des droits de consommation sur les alcools et sur les tabacs;

2^o Délibération du 24 juin 1949 accordant au personnel du service des douanes une remise de 0,25 % sur le produit budgétaire des droits d'entrée;

3^o Délibération du 24 juin 1949 allouant aux communes de Papeete et d'Uturoa une quote-part de 14 % sur le produit brut des droits d'entrée.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 7 décembre 1949.

A. ANZIANI.

PREMIERE DELIBERATION

L'Assemblée Représentative délibérant conformément à l'article 34 du décret du 25 octobre 1946,

Attendu que la suppression du droit dit octroi de mer aura pour résultat de supprimer les remises que le personnel du service des douanes recevait pour la liquidation et le recouvrement de cet impôt ;

Attendu que ces remises constituaient une partie non négligeable du traitement de ce personnel dont la solde est habituellement plus faible que celle d'autres catégories de fonctionnaires en raison justement de ce fait qu'il s'y ajoute des rémunérations particulières destinées à tenir compte du travail supplémentaire ou de l'activité déployée dans l'accomplissement du service ;

Attendu qu'il est par conséquent équitable de rendre au personnel du service des douanes des remises dont le montant équivaldrait à celui des remises qu'il reçoit actuellement sur le produit de l'octroi de mer ;

Attendu que ce personnel procède d'autre part à la liquidation et au recouvrement des droits de consommation alors que ces opérations n'incombent pas normalement au service des douanes mais, là où il en existe, au service des contributions indirectes ; qu'il est équitable, dans ces conditions, d'accorder une rémunération particulière pour ce travail supplémentaire, rémunération que le personnel des douanes recevait d'ailleurs autrefois sous forme de remises sur le produit du droit de consommation sur les alcools et sur les essences ;

Attendu d'autre part que le droit de consommation sur les essences est en réalité un droit à l'importation dont la liquidation et le recouvrement incombent normalement au service des douanes et qu'on ne saurait par conséquent attribuer de remises à ce titre, mais qu'il conviendrait plutôt d'accorder une remise sur le droit de consommation sur les tabacs ;

Pour ces motifs,

A, dans sa séance du 28 janvier 1949, adopté la délibération dont la teneur suit :

« Un prélèvement de 0,50 % sur le produit brut des droits de consommation sur les alcools et sur les tabacs sera opéré au profit du personnel des douanes. Le montant sera réparti entre les fonctionnaires du service proportionnellement à la solde, dégage de toute indemnité ou supplément, perçu par chacun d'eux. »

*Pr le président empêché,
le vice-président,*

Signé : A. LÉBOUCHER

Un secrétaire,

Signé : J. MILLAUD

DEUXIEME DELIBERATION

L'Assemblée Représentative des Etablissements français de l'Océanie, délibérant dans les conditions fixées par le décret du 25 octobre 1946, article 34,

Attendu que le personnel du service des douanes recevait avant 1932 des remises de 1 % sur le produit des droits de consommation et sur le produit d'octroi de mer ;

Attendu que la remise sur ses droits de consommation a été supprimée en 1932 ;

Attendu que, l'octroi de mer devant disparaître à la suite de la délibération du 28 janvier 1949, ce personnel ne bénéficiera plus de la remise sur le produit de cet impôt ;

Attendu que la remise sur les droits de consommation qui a été rétablie par délibération du 28 janvier 1949, ne paraît plus suffisante pour compenser la diminution de la remise sur l'octroi de mer, et qu'en toute façon son produit resterait aléatoire, cette catégorie de droits étant d'un rendement très variable ;

Attendu que l'ancien octroi de mer a été fondu dans les droits d'entrée du nouveau tarif adopté par délibération du 24 juin 1949, que, d'autre part, ces droits sont différents des droits de douane proprement dits, dont le recouvrement incombe normalement au service de la douane ;

Attendu que le décret du 17 avril 1936 prévoit expressément l'attribution de remises proportionnelles au personnel chargé de la liquidation des produits budgétaires le montant de ces remises ne devant pas, au delà de 500.000 francs, dépasser 1 % pour l'ensemble du personnel, ni le quart du traitement pour chaque fonctionnaire intéressé ;

Par ces motifs, a, dans sa séance du 24 juin 1949 adopté la délibération suivante :

Article unique. — Il sera prélevé 0,25 % sur le produit budgétaire des droits d'entrée, pour le versement de remises au personnel du service de la douane dans les mêmes conditions que pour la remise sur les droits de consommation.

Le président,

Signé : J. MILLAUD

Un secrétaire,

Signé : Y. MARTIN

TROISIEME DELIBERATION

L'Assemblée Représentative des Etablissements français de l'Océanie, délibérant dans les conditions fixées par le décret du 25 octobre 1946, article 34,

Attendu que le droit d'octroi de mer devant être supprimé d'après la délibération du 23 janvier 1949, il importe de rétablir au profit des communes la recette dont elles bénéficiaient sur le produit de cet impôt ;

Attendu que, dans le projet de budget de l'exercice 1949, la part versée aux communes devait être de 5.217.000 francs ; que cette somme représente approximativement 14 % du montant des prévisions inscrites au budget définitif pour les droits d'entrée ;

Par ces motifs, a, dans sa séance du 24 juin 1949, adopté la délibération suivante :

Article unique. — Un prélèvement de 14 % du produit brut des droits d'entrée sera opéré au profit des communes de Papeete et d'Uturoa, dont chacune recevra une part proportionnelle au chiffre de sa population.

Le président,

Signé : J. MILLAUD

Un secrétaire,

Signé : Y. MARTIN

ARRÊTÉ n° 1329 e. d., prévoyant la perception des diverses taxes spéciales au moyen d'apposition de timbres mobiles ou de visa pour timbres.

(Du 7 décembre 1949.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 1920 modifié par celui du 22 octobre 1946 ;

Vu l'arrêté du 19 juin 1926 et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté du 18 novembre 1939 ;

Vu l'arrêté du 29 octobre 1942 et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 27 mai 1949 ;

Sur le rapport du secrétaire général du gouvernement ;

Le conseil privé entendu le 15 novembre 1949 ;

Vu la délibération de l'assemblée représentative du 20 novembre 1949,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Les droits dus sur les visas de passeport, les diverses taxes dues par les étrangers et les commerçants étrangers séjournant ou résidant dans le territoire des Établissements français de l'Océanie, celles dues par la mise en circulation des automobiles, sur les permis de conduire, les droits de visite de ces automobiles, et les droits dus pour les duplicata de ces trois dernières pièces sont perçus par apposition de timbres mobiles et à défaut au moyen du visa pour timbre.

Art. 2. — Pour permettre la perception de ces droits et taxes, est autorisée la surcharge, par les soins de l'imprimerie du gouvernement de 72.000 timbres mobiles d'affiches ou de quittance à 0,25, existant au bureau de l'enregistrement de Papeete.

La valeur fiscale de 2.000 de ces timbres sera portée à :	25 fr.	50.000
— 5.000 —	40 fr.	200.000
— 10.000 —	50 fr.	500.000
— 10.000 —	100 fr.	1.000.000
— 20.000 —	200 fr.	4.000.000
— 20.000 —	500 fr.	10.000.000
— 5.000 —	1 000 fr.	5.000.000
Total.. 72 000 timbres pour une valeur totale de :	20.750.000	

représentant la valeur nouvelle des timbres surchargés.

Art. 3. — Les opérations de surcharge et éventuellement de destruction des timbres inutilisables pour quelque cause que ce soit, seront contrôlées et certifiées par une commission désignée à cet effet par une décision à intervenir et qui dressera procès-verbal de ces opérations.

Art. 4. — Deux exemplaires du procès-verbal des opérations de surcharge seront remis au receveur de l'enregistrement pour la justification dans ses écritures de la sortie des timbres affiches et la prise en charge des mêmes quantités de timbres taxes, sauf les timbres détruits au cours du tirage et suivant les constatations du procès-verbal.

Art. 5. — Les divers services compétents pour la perception des divers droits, impôts et taxes sus-visés et son contrôle, s'approvisionnent en timbres mobiles nécessaires à

cette perception auprès du service de l'enregistrement de Papeete.

Il leur sera fait, s'ils le désirent, par ce service une première avance d'un stock de timbres. Le produit de la vente de ces timbres servira au renouvellement de ce stock.

Il appartiendra à ces services d'assurer l'approvisionnement en timbres des fonctionnaires chargés de percevoir ces droits et taxes en dehors de l'arrondissement de Papeete.

Art. 6 — La formalité exceptionnelle du visa pour timbre prévu à défaut de timbres mobiles, est constituée par une recette effectuée sur un registre spécial mentionnant :

- 1°) le numéro d'ordre de la recette ;
- 2°) le nom et l'adresse de la partie versante, et le cas échéant le N° de sa carte ;
- 3°) la période à laquelle se rapporte la somme perçue ;
- 4°) la somme perçue en toutes lettres et, en chiffre, dans la colonne des recettes.

A chaque nature de recettes devra correspondre une colonne spéciale.

Cette recette est constatée sur la pièce à timbrer par une mention datée et signée par le comptable indiquant le numéro d'ordre de la recette, la nature de la perception, et en toutes lettres la somme perçue, soit :

Visé pour timbre de :
au bureau de :
pour l'année (ou autre indication)
Reçu (somme en toutes lettres).

Signature du comptable.

Art 7. — Le Secrétaire Général, le Chef du Service Judiciaire, le Chef du Service de l'Enregistrement et le Chef de la Sûreté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié.

Papeete, le 7 décembre 1949.

A. ANZIANI.

DÉCISION n° 1330 e.d. fixant les conditions dans lesquelles devra être opérée la surcharge de timbres fiscaux affectés à la perception de différentes taxes.

(Du 7 décembre 1949).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 1329 du 7 décembre 1949 autorisant la surcharge de timbres fiscaux pour la perception de différentes taxes ;

Sur la proposition du Secrétaire Général,

DÉCIDE :

Article 1^{er} — La surcharge autorisée par l'arrêté sus-visé sera effectuée à l'Imprimerie du Gouvernement en présence d'une Commission composée de MM.

Allain, s/Chief de Bureau de l'Administration
Générale,

Président ;

Marcillac, Fondateur de Pouvoirs du Trésorier

Membre ;

Payeur,
Teissier, Maréchal des Logis Chef de la
Gendarmerie,

Secrétaire.

Lorsque le tirage sera terminé, la Commission assistera à la démolition immédiate de la forme.

Si le tirage ne peut s'effectuer en une seule vacation, la forme, entre temps, sera déposée dans le Bureau du Secrétaire Général et mise sous clef.

Les opérations terminées, la Commission en dressera un procès-verbal en quatre exemplaires.

Art. 2 — Il ne sera toléré aucune surcharge présentant la moindre anomalie, telle que rupture d'équilibre des caractères, renversements, écartements, etc... de façon à maintenir à toute l'émission une parfaite similitude et homogénéité.

Si des feuilles se présentent autrement que les autres, elles devront faire l'objet d'une incinération immédiate en présence de tous les membres de la Commission et mention en sera faite au procès-verbal.

Art. 3 — Le Secrétaire Général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 7 décembre 1949.

A. ANZIANI

ARRÊTÉ n° 1331 bis s g., reportant la date de clôture de la session ordinaire de l'assemblée représentative.

(Du 10 décembre 1949)

LE GOUVERNEUR DES ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OCEANIE, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 25 octobre 1946 instituant une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu l'arrêté n° 1038 a.p.a. du 22 septembre 1949, convoquant l'assemblée représentative en session ordinaire du lundi 14 novembre 1949 à 8 heures au samedi 3 décembre 1949 à 24 heures ;

Vu l'arrêté n° 1314 a.p.a. du 6 décembre 1949,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — La date de clôture de la session ordinaire de l'assemblée représentative est reportée au mardi 13 décembre 1949 à 24 heures.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 10 décembre 1949.

A. ANZIANI.

ARRÊTÉ n° 1341 a.e., fixant les prix minima payables aux producteurs de coprah dans les Iles Sous-le-Vent.

(Du 12 décembre 1949.)

LE GOUVERNEUR DES ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OCEANIE, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la Nation en temps de guerre et le décret du 2 mai 1939 pris pour son application aux colonies ;

Vu l'arrêté local n° 1303 a.e. du 3 décembre 1949 fixant les prix minima payables aux producteurs de coprah dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu le télégramme n° 170 du 29 novembre 1949 du chef de la circonscription des Iles Sous-le-Vent et l'avis émis par la sous-commission des prix d'Uturoa et la commission de surveillance des prix consultée à domicile ;

Vu le rapport du chef du service des affaires économiques ;

Le conseil privé entendu dans sa séance du 7 décembre 1949,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — A compter du 25 novembre 1949, les prix minima payables aux producteurs de coprah dans les Iles Sous-le-Vent sont fixés ainsi qu'il suit :

1^o) à Uturoa et Fare :

Coprah dit local en vrac.....	7,85 le kg.
Coprah stocké dit Tuamotu en vrac..	8,25 —

2^o) à Vaitape (Bora-Bora) :

Coprah dit local en vrac.....	7,70 le kg.
Coprah stocké dit Tuamotu en vrac..	8,10 —

3^o) à Maupiti :

Coprah dit local en vrac.....	7,55 le kg.
Coprah stocké dit Tuamotu.....	7,95 —

Art. 2. — Les infractions au présent arrêté seront punies des peines prévues par la loi du 11 juillet 1938 et l'article 10 du décret du 2 mai 1939.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 12 décembre 1949.

A. ANZIANI.

RECTIFICATIF à la décision n° 1142, du 22 octobre 1949, accordant un congé administratif d'un an à M. Boubée (Jean), conducteur des Travaux Publics.

AU LIEU DE :

Article 2. — Une réquisition de passage en 3^{me} catégorie (classe unique) est accordée à M. Boubée et à son épouse à faire valoir sur le Kouribga.

LIRE :

Article 2. — Une réquisition de passage en 3^{me} catégorie (classe unique) est accordée à M. Boubée, à son épouse et à son fils Jean, âgé de 13 ans.

RECTIFICATIF au Journal Officiel des Etablissements Français de l'Océanie n° 25, du 30 novembre 1949, page 472, 2^{ème} colonne.

AU LIEU DE :

1. — Par décision n° 1227 du 16 novembre 1949. — Le séjour sur toute l'étendue des Etablissements français de l'Océanie est interdit aux sieurs Brun (Jacques) et Brun (Alain) déserteurs du S.S. "Kouribga".

Les sus-nommés devront quitter le Territoire par première occasion ;

LIRE :

1. — Par décision n° 1227 du 16 novembre 1949. — Le séjour

sur toute l'étendue des Etablissements français de l'Océanie est interdit au sieur Brun (Alain) déserteur du S.S. "Kouribga".

Le sus-nommé devra quitter le Territoire par première occasion.

RECTIFICATIF n° 1331 i. m. à la décision n° 1240 i. m. du 17 novembre 1949 (Journal officiel du 30 novembre 1949).

Art. 4.— Le jury d'examen sera composé ainsi qu'il suit :

MM. le Capitaine de corvette Burnand, délégué du Commandant de la marine,	<i>Président ;</i>
l'Enseigne de vaisseau, Caron,	<i>Membre ;</i>
Louis Carlson, Capitaine au grand cabotage,	—
Pierre Fanti, Officier mécanicien de 2 ^e classe de la marine marchande,	—
Michel Peirsegaële, Chef d'Atelier du service des Travaux publics,	—

CIRCULAIRE N° 101 a.p.a.,

Papeete, le 18 novembre 1949.

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

à Messieurs les Maires, Messieurs les Présidents des conseils de districts.

et à Messieurs les Chefs de circonscriptions administratives,

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, les imprimés nécessaires à la révision de la liste électorale de l'année 1950 et de vous rappeler, ci-après les formalités que vous devez accomplir pour cette opération qui se déroule normalement du 1^{er} janvier au 31 mars.

Tableau d'additions et de retranchements.

Du 1^{er} au 10 janvier, le président du conseil de district, assisté de deux conseillers, procède à la révision, par additions et retranchements de la liste électorale de l'année 1949 pour parvenir à l'établissement de la liste de l'année 1950.

Additions.— Doivent être ajoutés :

- 1° Les citoyens et citoyennes qui ont atteint 21 ans depuis la dernière révision ou qui les auront avant le 31 mars, ayant leur domicile réel dans le district ou y habitant depuis six mois ;
- 2° Ceux qui auraient pu être précédemment omis à tort ;
- 3° Les étrangers qui auraient obtenu la naturalisation française et en présenteront le titre ou la référence ;
- 4° Les électeurs ou électrices qui, au moment de la révision de la liste, ayant été inscrits au rôle des patentes, des licences, de la contribution foncière et ne résidant pas dans le district auront déclaré vouloir y exercer leurs droits électoraux.

5° Les fonctionnaires assujettis à une résidence officielle dans le district, même s'ils n'ont pas six mois de résidence,

Retranchements.— Doivent être retranchés :

- 1° Les électeurs et électrices décédés ;
- 2° Ceux qui ont quitté le district sans esprit de retour ;
- 3° Ceux qui sont reconnus avoir été indûment inscrits, quoique leur inscription n'ait pas été attaquée.

4° Ceux qui ont perdu les qualités requises par la loi, notamment par suite de condamnation.

Le tableau des additions et retranchements doit comprendre deux parties distinctes : d'un côté, les additions et de l'autre, les retranchements. Dans la partie consacrée aux retranchements, vous aurez soin de mentionner succinctement le motif de la radiation en regard du nom de l'électeur ou électrice.

Publication du tableau des modifications.

Le tableau contenant les additions et retranchements sera déposé au plus tard, le 15 janvier à la chefferie où tout requérant pourra en prendre connaissance ou copie.

Le jour même du dépôt, vous en donnerez avis par des affiches que vous ferez apposer aux lieux accoutumés.

Réclamations.

Dans les 20 jours de la publication de cet avis, soit jusqu'au 4 février au plus tard, tout citoyen pourra formuler des réclamations.

1° demander son inscription ou celle d'un électeur sur la liste.

2° demander sa radiation ou celle d'un électeur.

Toutes les réclamations motivées seront consignées, par ordre de date sur un registre. Elles seront jugées en premier lieu par vous. La décision devra intervenir dans les cinq jours de leur réception.

Les dernières réclamations seront jugées le 9 février au plus tard.

Notification de la décision aux parties intéressées sera faite dans les trois jours de son intervention. Les dernières décisions seront donc notifiées le 12 février.

Dans les cinq jours suivant la date de notification, les intéressés peuvent faire appel de la décision devant le juge de paix.

Le juge de paix statue dans les 10 jours sans frais, ni forme de procédure et sur simple avertissement donné trois jours à l'avance à toutes les parties intéressées.

Notification des décisions sera donnée dans les trois jours, portant ainsi les dernières notifications au 2 mars.

Le délai d'appel en cassation est de 10 jours.

Les demandes en radiation d'électeurs bénéficiaires d'inscriptions multiples pourront être reçues jusqu'au 22 mars inclus.

Clôture de la liste.

A partir du 23 mars, vous procéderez à l'établissement de la liste électorale de l'année 1950 en reproduisant la liste 1949 complétée des additions, des retranchements et des décisions du juge de paix.

La liste des électeurs et électrices, dressée par ordre alphabétique, sera définitivement arrêtée le 31 mars, à 17 heures.

Une copie du tableau des additions et retranchements et un exemplaire de la liste électorale de l'année 1950 devront m'être adressés dès les premiers jours du mois d'avril.

Je vous prie d'apporter le plus grand soin à l'accomplissement des formalités de révision de la liste électorale, et à donner aux opérations toute la publicité désirable.

Pour le gouverneur en tournée :

*Le secrétaire général du gouvernement,
chargé de l'expédition
des affaires courantes et urgentes,*

L.A. GIRAULT.

Calendrier des dates à observer pour les diverses opérations de la révision des listes électorales.

Epoque des diverses opérations de la révision du 1 ^{er} janvier au 31 mars	Nombre de jours	Terme des opérations
Préparation du tableau rectificatif.....	10	10 janvier
Délai accordé pour dresser le tableau rectificatif	4	14 janvier
Dépôt au Secrétariat de la Mairie et publication du tableau rectificatif	1	15 janvier
Délai ouvert aux réclamations.....	20	4 février
Délai pour les décisions de la Commission municipale.	5	9 février
Délai de notification des dernières décisions de la commission municipale.....	3	12 février
Délai d'appel devant le juge de paix.....	5	17 février
Délai pour les décisions du juge de paix...	10	27 février
Délai pour la notification des décisions du juge de paix.....	3	2 mars
Délai d'appel en cassation.....	10	12 mars
Délai pour les demandes en radiation d'électeurs bénéficiaires d'inscriptions multiples.		22 mars
Clôture définitive des listes		31 mars

EXTRAITS

CABINET

1. — *Par décision n° 1302 du 3 décembre 1949.* — Un retard à l'avancement d'un an est infligé au préposé des douanes du cadre local Hugon (Jean) pour manquements à la discipline.

2. — *Par décision n° 1306 du 5 décembre 1949.* — Une deuxième prolongation de congé de convalescence d'un mois est accordée, pour compter du 19 novembre 1949, à M. Amaru (Tafai, Te-rootae), brigadier de 2^{me} classe du cadre local de la police.

3. — *Par décision n° 1307 du 5 décembre 1949.* — Une troisième prolongation de congé sans solde de six mois, est accordée, pour compter du 1^{er} décembre 1949, à M. Tanetui a Maihuti, agent auxiliaire permanent de 3^{me} catégorie, planton à la justice de paix d'Uturoa (I.S.L.V.).

4. — *Par décision n° 1308 du 5 décembre 1949.* — Un congé spécial de maternité d'une durée totale de deux mois est accordé, pour compter du 25 novembre 1949, à M^{me} Tahiatia (Kora), institutrice-adjointe du cadre local, en service à Mahu (Tubuai).

L'intéressée notifiera au Chef du Territoire, la date exacte de son accouchement, au moyen d'un certificat délivré par le médecin ou la sage-femme de la maternité de Papeete, accompagné de l'acte de naissance de l'enfant.

5. — *Par décision n° 1310 du 6 décembre 1949.* — M^{lle} Irène Cérans-Jérusalem, agent auxiliaire temporaire en service au trésor, est affectée au service des finances, en remplacement numérique de M^{me} Perry, pour compter du 1^{er} décembre 1949.

6. — *Par décision n° 1334 du 12 décembre 1949.* — M. Cérans Jérusalem (Jean-Baptiste), ouvrier de 5^{me} classe du cadre local de l'imprimerie est placé, sur sa demande, dans la position de disponibilité sans solde pour une période d'un mois à compter du 12 décembre 1949.

7. — *Par décision n° 1343 du 12 décembre 1949.* — Un congé administratif de 7 mois pour en jouir dans la métropole est accordé à M. Pons (Jean), inspecteur de 1^{re} classe des transmissions coloniales.

Une réquisition de passage en 1^{re} classe (1^{re} catégorie B) à faire valoir à bord du " *Ville d'Amiens* " est accordée à M. Pons qui voyage accompagné de son épouse et de son fils Pierre (13 ans).

* * *

AFFAIRES ECONOMIQUES

1. — *Par décision n° 1290 du 30 novembre 1949.* — Une commission composée de :

MM. le chef du service des affaires économiques *président* ;
le chef du service de l'agriculture et de l'élevage ou de son représentant *membre* ;
Un membre de la chambre d'agriculture »
Un membre de la chambre de commerce »
Un membre du groupement des exportateurs de coprah »

est chargée d'étudier et de proposer au gouverneur toutes mesures utiles en vue de la création d'un service de conditionnement du coprah tant à la production qu'à la vente dans le but de maintenir la réputation de ce produit.

Le chef du service de l'agriculture est chargé de présenter à cette commission un projet de réglementation du conditionnement en s'inspirant de ce qui a été fait dans les autres pays producteurs de coprah et en tenant compte des contingences locales.

La commission se réunira à la convocation de son président.

* * *

AFFAIRES POLITIQUES ET ADMINISTRATIVES

1. — *Par décision n° 1324 du 7 décembre 1949.* — Est retirée à compter de la date de notification de la présente décision la carte de commerçant étranger de M. Lai Shoi Nam c.i. n° 7661 exerçant à Afareaitu (Moorea) les patentes de commerçant de 5^{me} classe, boulanger, pâtissier, colporteur et préparateur de vanille.

Dans un délai de quinze jours à compter de la date de notification à l'intéressé de la présente décision, ce dernier remettra entre les mains du chef de la circonscription administrative de Tahiti et dépendances, l'inventaire détaillé en quantité et en valeur fixée au prix de revient de toutes les marchandises contingentes et entreposées dans ses locaux commerciaux.

Ces marchandises seront cédées au prix de revient aux commerçants choisis par l'intéressé et agréés par le chef de la circonscription de Tahiti et dépendances.

* * *

FINANCES ET COMPTABILITÉ

1. — *Par arrêté n° 1304 du 3 décembre 1949.* — A compter du 1^{er} juillet 1949, une indemnité pour frais de représentation de 36.000 francs par an est allouée à M. le président de l'assemblée représentative.

2. — *Par arrêté n° 1305 du 3 décembre 1949.* — Pour compter du 1^{er} juillet 1949, le taux des indemnités de frais de représentation des présidents des conseils de districts, est fixé ainsi qu'il suit :

1 ^{re} catégorie	
District de plus de 400 habitants :	24.000 frs par an
2 ^{me} catégorie	
District de moins de 400 habitants :	18.000 frs »

3. — *Par décision n° 1322 du 6 décembre 1949.* — Une indemnité de 15.000 fr C.P. (quinze mille francs C.P.) pour frais de trousseau est accordée au boursier Atger (Edwin).

La dépense est imputable au chapitre 11-9 du budget local, exercice 1949.

4. — *Par décision n° 1330 bis du 9 décembre 1949.* — La décision n° 1284/f.c., chargeant M. Angot (Antoine) des fonctions de gestionnaire-comptable est reportée.

M. Ploton (Christian), agent journalier est chargé des fonctions de gestionnaire-comptable des approvisionnements et dépositaire comptable du matériel du service des travaux publics.

La passation de service entre M. Roux et M. Ploton se fera contradictoirement en présence du chef du service des travaux publics et après inventaire des existants en approvisionnements et en matériels.

Les chefs des services des finances et des travaux publics sont chargés avant le 10 décembre 1949 de l'exécution de la présente décision.

5. — *Par décision n° 1336 du 12 décembre 1949.* — L'allocation accordée à l'école catholique de Tubuai par décision n° 39/sg du 10 janvier 1947 susvisée, sera mandatée au nom de M. Coquin (Alphonse), directeur de l'école catholique de Tubuai.

La présente décision prendra effet à compter du 4^e trimestre 1949.

* * *

ILES AUSTRALES

1. — *Par décision n° 1327 du 7 décembre 1949.* — M. Viriamu (Auguste), agent auxiliaire de la 4^e catégorie, 38^e degré, est licencié de son emploi d'agent de police, par mesure disciplinaire, à compter du 21 novembre 1949.

* * *

ILES MARQUISES

1. — *Par décision n° 1295 du 2 décembre 1949.* — Est acceptée à compter du 1^{er} août 1948 la démission de son emploi offerte par M. Poepoeani (Joseph), agent auxiliaire de 3^e catégorie 20^e degré, agent de police à Atuona (Marquises Sud).

M. Tahiri a Tane est nommé à compter du 1^{er} novembre 1948 agent auxiliaire temporaire du service local et chargé des fonctions d'agent de police, de gardien de prison et de gardien de phare à Atuona, île Hiva-Oa (Marquises Sud).

Pour les fonctions qui lui sont dévolues à l'article 2, M. Tahiri a Tane percevra des appointements mensuels de : *trois mille cinq cents francs*, exclusifs de toute indemnité à l'exception des indemnités de déplacement auxquelles il pourrait prétendre.

* * *

INSTRUCTION PUBLIQUE

1. — *Par décision n° 1342 du 12 décembre 1949.* — La liste des treize membres de la commission de correction du brevet élémentaire, fixée par la décision 1276/i.p. du 28/11/49, est complétée par l'examineur suivant :

M. Bambridge J. William, professeur d'éducation physique au cours complémentaire.

M. Bambridge participera uniquement, avec M. Pihaatae, à l'appréciation et à la notation des épreuves d'éducation physique.

AVIS OFFICIELS

Résultats définitifs de l'élection du 23 octobre 1949
du député des Etablissements français de l'Océanie à l'Assemblée Nationale :

Nombre d'électeurs inscrits.....	20.770
Nombre de votants.....	15.786
Bulletins nuls, blancs et divers.....	98
Nombre de suffrages exprimés.....	15 688

Ont obtenu :

M. Pouvana a Oopa.....	9.828 voix.
M. Charles Vernier.....	4.680 —
M. Emile Vernaudo.....	1.180 —

En conséquence :

M. Pouvana a OOPA a été proclamé élu membre de l'Assemblée Nationale.

Enquête de commodo et incommodo.

Conformément aux dispositions de l'article 6 du décret du 10 mai 1882, sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes de la Guadeloupe, rendu applicable aux Etablissements français de l'Océanie par décret du 21 juin 1887, une enquête "de commodo et incommodo" est ouverte, pendant trente jours à compter du 12 décembre 1949, sur une demande formulée par M. Lasserre (Marcel), demeurant à Papeete, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer sur un terrain sis Avenue Clémenceau à Mameo, une station distributrice d'essence, avec un atelier de réparations.

L'enquête dont il s'agit sera close le 10 janvier 1949 à 17 heures.

M. Bernast Alexis, subdivisionnaire des travaux publics, est désigné pour remplir les fonctions de commissaire-enquêteur.

Papeete, le 7 décembre 1949.

A. ANZIANI

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES DIVERSES



TROTTEUSE CENTRALE

MOUVEMENT CALIBRE SUISSE DE PRÉCISION A RUBIS

490^F
C.F.P.

avec BON de GARANTIE
ÉCHANGE admis
ENVOI CONTRE-REMBOURSEMENT PLUS FRAIS
ou FRANCO MANDAT JOINT A LA COMMANDE
Pour ENVOI par AVION ajouter 104 fr. C.F.P.

MAURICE LEBEM
SERVICE N° 320

14 R. de BRETAGNE 14
PARIS 3^e

avec cadran lumineux sup" 19 fr. C.F.P.
avec verre incassable sup" 9 fr. C.F.P.

“WING HING LUNG”

Société à Responsabilité Limitée
au capital de 125.000 francs.

Les Associés réunis statutairement le 1^{er} Décembre 1949 décident :

1^{re} résolution :

De porter à 900.000 Francs le Capital social actuellement de 125.000 Francs, au moyen de prélèvement sur les réserves du Compte des Résultats précédents non distribués.

2^{me} résolution :

L'augmentation du Capital étant définitivement réalisée, les Associés décident de modifier ainsi l'article VI des Statuts, dans son premier paragraphe :

Article VI. — *Capital social.* — Le Capital social est fixé à *Neuf cent mille francs*, divisé comme suit :

1° - M ^r FONG LOI N° 2102	450.000 francs
2° - M ^r SIU SING PONG LOI N° 6647	450.000 francs
	900.000 francs

Pour copie conforme :

Le Gérant.

FONG LOI n° 2102

EN VENTE A L'IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT

ARRÊTÉ n° 446 bis t.p., du 22 avril 1949 portant réglementation sur la police de la circulation et du roulage (prix broché) 10 fr.

Bulletin officiel (Fascicule)

Prix broché : 4 francs.

Essai de bibliographie du Pacifique.

PAR M. LE GOUVERNEUR L. JORE.

Prix broché : 48 francs.

Calendrier pour 1950.

Prix en feuille : 5 francs.

ARRÊTÉ n° 1014 d., du 5 août 1948, créant dans les Etablissements français de l'Océanie un brevet d'expert en vanille à titre privé et ARRÊTÉ n° 1015 d., du 5 avril 1948, réglementant la cueillette, le transport, la préparation, le conditionnement et l'exportation de la vanille dans les Etablissements français de l'Océanie (prix broché). 10 fr.

Un chaînon de Modèles et de Prix

MONTRES LEBEM *Précision même*

MODÈLE B 620 SPORT 523^f C.F.P.	MODÈLE C 620 HAUT LUXE 564^f C.F.P.	MODÈLE D 620 ÉTANCHE 650^f C.F.P.
--	--	--

MOUVEMENT ANCRE 15 RUBIS

BON DE GARANTIE ÉCHANGE ADMIS
ENVOI CONTRE-REMBOURSEMENT PLUS FRAIS
ou FRANCO MANDAT JOINT A LA COMMANDE
POUR ENVOI PAR AVION AJOUTER 104 fr C.F.P.

MAURICE LEBEM 14 SERVICE N° 620
rue de Bretagne 14
PARIS 3^e

VENTE DIRECTE

